

RAPPORT SUR LES DROITS DE L'HOMME DANS LE MONDE EN 2006

TUNISIE

La Tunisie, dont la population est de 10 millions d'habitants, est une république dotée d'une constitution dominée par un parti politique unique, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD). Zine el Abidine Ben Ali en est le Président depuis 1987. Lors des élections présidentielles de 2004 le Président Ben Ali s'était présenté contre trois candidats de l'opposition, et avait remporté les élections avec près de 94 pourcent des suffrages. Le taux de participation aurait dépassé les 90 pourcent selon les sources officielles, même si les observateurs considèrent ce chiffre exagéré. Les élections parlementaires qui s'étaient déroulées en même temps que le scrutin présidentiel, ont permis au RCD de gagner 152 sièges sur les 189 qui étaient en jeux. Suite à une décision approuvée par référendum en 2002, la constitution a été amendée pour créer un deuxième organe parlementaire, la Chambre des conseillers. Des élections indirectes ont eu lieu en juillet 2005 pour choisir une partie des membres de la nouvelle chambre, avec comme résultat final une forte domination du RCD. Les autorités civiles exercent en général un contrôle effectif des forces de l'ordre.

Le gouvernement a continué à être responsable de graves abus des droits de l'Homme. La capacité des citoyens de changer leur gouvernement a continué à être sévèrement limitée. Les forces de sécurité ont commis des actes de torture et de violence physique à l'encontre de personnes incarcérées ou en état d'arrestation. Les forces de l'ordre ont procédé à l'arrestation et la détention arbitraires de personnes. Aucun membre des forces de sécurité n'a été inculpé pour de tels abus au cours de l'année. Les périodes étendues de garde à vue et de détention sans possibilité de communication avec l'extérieur continuent à être des sources de préoccupation. Le gouvernement a violé les droits des citoyens à la vie privée, a continué à imposer d'importantes restrictions à la liberté d'expression et de la presse, et a empêché le libre exercice du droit de réunion et d'association. Le gouvernement a continué à faire preuve d'intolérance envers toute forme de critique publique et à utiliser divers moyens, tels que l'intimidation, les enquêtes policières, les poursuites judiciaires, le recours aux instances judiciaires, l'arrestation arbitraire, l'assignation à résidence, et le contrôle des voyages (y inclus la saisie de passeports) pour décourager la critique et limiter les activités des militants des droits de l'Homme. Par ailleurs, la corruption a été problématique.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Section 1 Respect de la sécurité de la personne, y inclus la protection contre:

a. Mort suite à une détention illégale

Aucune exécution à caractère politique n'a été commise par le gouvernement ou un de ses agents. Cependant, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) a rapporté que le 11 mars, Béchir Rahali, chef du commissariat de la Cité Ennour à El Ouardia IV, Tunis, a tué le dénommé Tarek Ayari, âgé de 24 ans. Selon le communiqué de l'OMCT, une descente de la police aurait contraint Ayari à prendre la fuite à pied. Un véhicule de la police l'aurait poursuivi, et Rahali serait sorti du véhicule et aurait frappé Ayari à la tête avec le manchon d'une pioche. Ayari serait tombé à terre inconscient et aurait été abandonné sur place sans qu'aucun secours ne lui soit apporté. Selon des informations obtenues par la suite par l'OMCT, Ayari aurait été conduit par son frère à l'hôpital où on aurait constaté des blessures à l'épaule, au genou et au pied, en plus d'une blessure à la tête. Ayari est mort le 11 mars, et a été enterré le 13 mars ; il a été rapporté que l'enterrement a eu lieu sous haute surveillance policière. L'OMCT ainsi que la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) avaient lancé un appel pour qu'il y ait une enquête indépendante sur les circonstances du décès de Ayari et pour que le corps du décédé soit remis à sa famille, mais jusqu'à la fin de l'année, il n'y a eu aucun nouvel élément dans l'affaire.

Il n'y a pas eu non plus de nouveaux éléments dans l'affaire de Moncef Ben Ahmed Ouahichi, résidant à Jendouba, et mort en juin 2005 d'une hémorragie cérébrale à l'hôpital de la Rabta à Tunis après son arrestation et sa détention dans les locaux de la police à Jendouba. D'après des organisations de défense des droits de l'homme, la mort de Ouahichi a été causée par les coups infligés par la police lors de sa détention.

b. Disparitions

Aucune disparition à caractère politique n'a été rapportée.

c. Torture et autres formes de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants

Le Code pénal interdit de telles pratiques; néanmoins, les organisations de défense des droits de l'homme rapportent que les services de sécurité auraient eu recours à diverses formes de torture pour forcer des prisonniers à faire des aveux. Les formes de torture utilisées incluent la privation de sommeil; les chocs électriques; la submersion de la tête sous l'eau; des coups infligés avec les mains, des bâtons et des matraques; suspension de la victime à une porte de cellule ou à une poutre, parfois les mains menottées, jusqu'à perte de conscience ; et des brûlures avec des cigarettes. D'après Amnesty International (AI), des policiers et

TUNISIE

des gardiens de prison ont eu recours à des agressions sexuelles ou ont menacé d'y avoir recours à l'encontre des épouses de prisonniers Islamistes afin d'obtenir des informations des prisonniers, les intimider ou les punir.

Il est difficile de prouver les charges de torture et de mauvais traitement dans des cas spécifiques. Les autorités officielles auraient souvent empêché les victimes de subir des examens médicaux jusqu'à ce que toute trace d'actes incriminables ait disparu. Quant au gouvernement, il affirme qu'il enquête sur toutes les plaintes de torture et de mauvais traitement soumises au Procureur de la république, tout en notant que les prétendues victimes parfois accusent publiquement les autorités d'abus sans toutefois porter plainte, cette démarche étant nécessaire pour déclencher une enquête.

Cependant, des avocats et diverses organisations nationales et internationales de défense des droits de l'homme indiquent que la police refuse régulièrement d'enregistrer les plaintes de torture. De plus, les juges ont classé des affaires de torture présentées par les victimes sans ordonner d'enquête, et ont accepté comme preuves à charge des aveux qui auraient été obtenus sous la torture. En l'absence d'une plainte en bonne et due forme, le gouvernement peut toujours entreprendre une enquête administrative, mais si de telles enquêtes ont été menées, leurs résultats n'ont pas été rendus publics ou communiqués aux avocats des prisonniers concernés.

Dans la mesure où la torture est utilisée pour obtenir des informations ou des aveux, les allégations de torture sont associées plus fréquemment aux phases d'interrogatoires et d'instructions et aux centres de détention provisoire qu'aux centres pénitenciers. D'après les militants des droits de l'homme, qui se basent sur des informations fournies par des détenus, des locaux situés au Ministère de l'intérieur sont les endroits où la torture est le plus fréquemment pratiquée. Les prisonniers politiques, les Islamistes, et les détenus accusés d'activités liées au terrorisme seraient soumis à un traitement beaucoup plus sévère que d'autres prisonniers ou détenus.

D'après plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) locales, y inclus le Conseil national pour les libertés en Tunisie (CNLT) et l'Association pour la lutte contre la torture en Tunisie (ALTT), il y a eu plusieurs cas de torture tout au long de l'année.

Le 1^{er} juin, la section de Bizerte de la LTDH a rapporté que le 4 mai, le dénommé Aymen Ben Belgacem Dridi, détenu pour activités liées au terrorisme, aurait été victime de diverses formes de châtiments corporels, y inclus des coups portés au corps et la falqa (coups de bâton sur les soles des pieds) lors de sa détention à la prison de Borj er-Roumi. L'avocat de Dridi aurait porté plainte pour torture et autres actes criminels, et demandé une enquête. D'après un communiqué de la LTDH, la plainte avait été déposée au

TUNISIE

tribunal de Bizerte le 17 mai, et le 20 mai le Procureur de la République avait entendu Dridi. Les forces de sécurité auraient de nouveau agressé Dridi. Aucun fait nouveau n'a été enregistré au sujet de ce dossier jusqu'à la fin de l'année.

Aucun nouvel élément n'a été versé dans le dossier de Zied Ghodhbane qui aurait comparu en juin 2005 devant le tribunal dans un état physique et psychologique détérioré, ayant des marques visibles de sévices. Il aurait témoigné qu'après son extradition d'Algérie, des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur l'auraient soumis à diverses formes de torture, y inclus les coups, l'électrocution, et le maintien de sa tête sous l'eau. Les avocats de l'accusé ont demandé au juge d'ordonner un examen médical de leur client, mais le juge aurait indiqué qu'une telle requête ne pouvait émaner que du procureur général.

Il n'y a eu aucun nouvel élément dans l'affaire du « Groupe de Bizerte », un groupe de 11 suspects arrêtés en 2004 et accusés de divers crimes liés au terrorisme, puis condamnés en 2005 à des peines de prison allant de 10 à 30 ans. En juillet 2005 le tribunal a acquitté cinq des inculpés, et a réduit les sentences des autres six condamnés. Le Comité pour la défense des victimes de la loi sur le terrorisme a publié en 2005 plusieurs communiqués accusant les autorités d'usage de la torture à l'encontre du groupe pour l'obtention d'aveux.

La police a agressé les militants des droits de l'homme et les opposants politiques tout au long de l'année.

D'après la LTDH, des agents de police ont battu, le 11 mars, l'ancien prisonnier politique Abdeljabbar Maddouri qui aurait perdu connaissance suite à cette attaque, nécessitant son transport à l'hôpital.

Selon plusieurs témoins et groupes de défense des droits de l'homme, la police a attaqué le 11 mai des avocats qui participaient à un 'sit-in' (occupation de lieu) organisé pour dénoncer la création d'un institut de formation d'avocats (voir Section 1.e.). Selon un communiqué publié par le CNLT, tout au long des trois semaines qu'avait duré le mouvement, plusieurs avocats, dont Ayachi Hammami, Raouf Ayadi et Abderrazak Kilani auraient été victimes d'attaques policières ayant nécessité leur hospitalisation.

Il n'y a eu aucun nouvel élément concernant l'affaire de la journaliste Sihem Ben Sedrine qui avait été attaquée en 2004 par trois individus qui auraient été des membres des forces de sécurité (voir Section 2.a.), ou celle de l'agression dont aurait été victime en 2004 l'ancien prisonnier politique Hamma Hammami, dont le parti politique avait préconisé le boycottage des élections présidentielles de 2004.

En 2004, le Président a ordonné au Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales (organisme créé par le

TUNISIE

gouvernement) de mener une enquête au sujet de Nabil El Ouaer qui avait été condamné en 1992 par un tribunal militaire à 15 ans de prison. En 2004 le directeur de la prison de Borj er-Roumi aurait battu Ouaer et l'aurait ensuite mis au 'cachot' (cellule de détention solitaire). Au cours de son séjour au cachot, Ouaer aurait été violé par quatre autres prisonniers. D'après les militants des droits de l'homme, considérant l'époque et l'endroit où ces actes ont eu lieu, ils n'auraient pu être commis sans l'approbation (au moins implicite) des autorités pénitentiaires. En tout état de cause, les résultats de l'enquête de la Commission - s'ils existent - n'ont pas été rendus publics à ce jour.

Aucun membre de la police ou des forces de sécurité n'a été inculpé d'actes abusifs au cours de l'année.

Conditions au sein des centres de détention et pénitenciers

Les conditions au sein d'institutions pénitentiaires sont spartiates, voire franchement mauvaises, et d'une manière générale, ne sont pas conformes aux normes internationales. La surcharge et l'insuffisance des soins médicaux menacent sérieusement la santé des prisonniers ; néanmoins, l'ouverture d'une nouvelle prison à Mornaguia et un meilleur accès aux soins ont amélioré la situation.

Selon les organisations de défense des droits de l'homme, les conditions dans les prisons du pays continuent à être au dessous des normes acceptables minimales. L'hygiène y est extrêmement mauvaise, et les prisonniers ont rarement la possibilité de prendre une douche ou se laver. Il a été rapporté qu'il est commun de trouver 40 à 50 prisonniers entassés dans une cellule de 18 m², et il arrive qu'une cellule de 30 m² contienne jusqu'à 140 prisonniers. La plupart du temps, plusieurs prisonniers sont obligés de partager un seul matelas ou à dormir à même le sol. Des détenus actuels et anciens ont indiqué que plus d'une centaine de prisonniers étaient entassés dans la même cellule où ils ne disposaient que d'un seul robinet et d'un unique lieu d'aisances, ce qui crée de graves problèmes sanitaires. Les maladies contagieuses, particulièrement la gale, sont répandues, et les prisonniers n'ont pas accès à des soins médicaux adéquats. D'autres pratiques discriminatoires et arbitraires, telles que la restriction des visites familiales, rendent les conditions de détention encore plus mauvaises, surtout pour ceux qui protestent contre le mauvais traitement et les mauvaises conditions de détention.

Le 9 septembre, les autorités ont fermé la prison '9 avril' de Tunis et transféré les prisonniers à la nouvelle prison de Mornaguia dans la banlieue de la capitale. La capacité d'accueil du nouveau bâtiment serait de 5000 personnes et serait de nature à résoudre le grave problème d'encombrement qui existait à la prison 9 avril. Des détenus avaient déjà fait état des mauvaises conditions de détention dans cette prison, y inclus l'encombrement l'exiguïté des espaces,

TUNISIE

les mauvaises conditions sanitaires, et l'accès insuffisant aux soins médicaux.

Un rapport de la LTDH sur les centres pénitenciers du pays intitulé « Les murs du silence » (2004) indique qu'il y avait près de 26.000 prisonniers détenus dans 29 institutions pénitentiaires et 7 centres de redressement pour adolescents. Le rapport fait état de plusieurs pratiques abusives, et indique que la torture et les actes humiliants à l'encontre des prisonniers sont courants.

Dans son rapport publié en avril 2005, l'organisation « Human Rights Watch » (HRW) décrit la pratique d'isolement cellulaire (séparation d'un prisonnier de la population carcérale) à laquelle les prisonniers politiques sont soumis pour de longues périodes. Au cours d'une conférence de presse tenue à Tunis en avril 2005, HRW a annoncé que le gouvernement avait promis que la peine d'isolement cellulaire sera limitée à dix jours, cette période étant la période maximale autorisée par la loi pour l'application de cette mesure disciplinaire. Quelque temps après, le gouvernement a confirmé l'abandon de l'isolement cellulaire de longue durée. Néanmoins, HRW a indiqué que le gouvernement a continué à isoler certains prisonniers politiques, particulièrement les chefs du parti islamiste non reconnu An-Nahdha, qui ont continué à vivre en petit groupe isolé.

D'après les témoignages de prisonniers et de prévenus, les conditions de détention des femmes sont meilleures que celles des hommes. De même, il n'y aurait pas de différence de traitement entre les prévenues et les condamnées.

D'après des ONG internationales et nationales, les prisonniers politiques étaient constamment transférés d'une prison à une autre à travers le pays, empêchant ainsi leurs familles de leur apporter de la nourriture et décourageant leurs sympathisants et les représentants de la presse d'avoir de leurs nouvelles (voir Section 1.b.). Un rapport du CNLT indique que les détenus reçoivent des instructions pour maintenir les prisonniers politiques à l'écart et que toute infraction à cette consigne était sévèrement punie.

Il a été rapporté qu'en avril 2005 le gouvernement avait donné son accord pour que HRW effectue des visites dans les établissements carcéraux. Suite à cet accord verbal, HRW a soumis une demande officielle pour entreprendre de telles visites, mais malgré les multiples communications de HRW et jusqu'à la fin de l'année, le gouvernement n'a donné aucune suite à la requête de HRW. En juin 2005 le Comité International de la Croix Rouge (CICR) a entamé ses visites aux établissements pénitenciers et centres de détention, après plus d'une année de négociations avec le gouvernement. Le CICR a indiqué que les autorités pénitentiaires avaient respecté l'accord et n'avaient pas essayé d'empêcher les visites. D'après le CICR, le gouvernement a commencé à prendre des mesures pour améliorer les conditions de détentions, y inclus l'amélioration des

TUNISIE

conditions d'hygiène et de l'accès aux soins médicaux. En février, le CICR a remis son premier rapport intérimaire au gouvernement. Le gouvernement n'a pas autorisé les médias à visiter les prisons ou à évaluer les conditions de détention.

d. Arrestation ou détention arbitraire

L'arrestation et la détention arbitraires sont interdites par la loi, mais elles ont continué à être pratiquées.

D'après l'Association internationale pour le soutien des prisonniers politiques (AISPP), des centaines de personnes ont été arrêtées depuis 2003 jusqu'à aujourd'hui, et ce pour avoir visité des sites d'Internet liés au terrorisme ; elles ont été détenues sans que l'on suive les procédures légales en vigueur et en l'absence de preuves suffisantes établissant la commission d'actes criminels (voir Section 1.d.).

Selon AI et des organisations nationales de défense des droits de l'homme, la police a procédé à l'arrestation de dizaines de personnes fin décembre, suite à un échange de coups de feu entre les forces de l'ordre et un groupe armé de Salafistes qui avait parmi ses cibles des ambassades et des étrangers. Des familles ont essayé d'obtenir des informations au sujet de leurs proches en détention, mais les autorités auraient refusé de leur en fournir. D'après AI, il est à craindre que ces personnes soient gardés incommunicado dans les locaux des services de sécurité au Ministère de l'intérieur où ils encourent le risque de torture ou de mauvais traitement. En fin d'année, on n'en sait pas plus sur ce dossier.

Rôle de la police et des forces de sécurité

Le Ministère de l'intérieur contrôle plusieurs organismes de maintien de l'ordre, y inclus : la police dont la juridiction couvre les principales villes, et la garde nationale qui couvre les petites villes et les zones rurales ; et les forces de sécurité intérieure qui surveille les groupes et les personnes que le gouvernement considère comme dangereux comme les partis d'opposition, les opposants politiques, les médias, les intégristes, et les militants des droits de l'homme.

D'une manière générale, les organes de maintien de l'ordre sont disciplinés, bien structurés, et efficaces ; néanmoins, on a relevé des cas de petite corruption et de brutalité policière. Les forces de l'ordre opèrent dans l'impunité et avec l'appui de la hiérarchie ; elles ont attaqué les dissidents et les opposants.

L'Institut supérieur des forces de sécurité intérieure et de la douane, relevant du Ministère de l'intérieur, supervise les officiers de maintien de l'ordre et de la douane. La mission déclarée de cette institution est de renforcer les droits de l'homme et de veiller au respect de la loi ; cependant, on ne dispose d'aucune information sur son fonctionnement ni sur d'éventuelles

TUNISIE

sanctions ou mesures disciplinaires prises à l'encontre d'agents de l'ordre ou de gardes de prisons.

Arrestation et détention

La loi exige que la police détienne un mandat avant d'arrêter un suspect, sauf dans le cas de personnes suspectes de crimes ou prises en flagrant délit. Néanmoins, il y a eu des arrestations et des détentions arbitraires. Le Code pénal stipule que la période maximale de garde à vue entre l'arrestation et l'inculpation ne peut dépasser 6 jours, période durant laquelle le suspect peut être détenu sans contact avec l'extérieur (*incommunicado*). Le Code pénal exige aussi que la police informe le suspect de ses droits et qu'elle informe sa famille qu'il est en état d'arrestation, et ce dès que l'arrestation a lieu; comme il exige que les commissariats tiennent un registre où sont consignées les dates et heures auxquelles toutes ces notifications ont été faites. Cependant, ces règles ont parfois été ignorées. Des détenus ont pu communiquer avec leurs familles après la période de garde à vue, même si le gouvernement n'a pas toujours aidé les familles à localiser leurs proches en détention.

Les suspects ont le droit d'être informés des faits qui leur sont reprochés avant leur interrogatoire, et de demander un examen médical; mais en revanche, ils n'ont pas le droit d'être assistés par un avocat pendant la période de garde à vue. Des avocats, des défenseurs de droits de l'homme, ainsi que d'anciens prisonniers affirment que les autorités étendent illégalement la période maximale de garde à vue en falsifiant la date d'arrestation. Il a été rapporté que certains policiers extorquent de l'argent aux familles de détenus innocents en vue d'abandonner toute poursuite contre eux.

La loi autorise la mise en liberté sous caution, et une personne écrouée a le droit de se faire assister par un avocat lors de l'instruction. Le gouvernement fournit une aide judiciaire aux plaideurs nécessiteux. Le juge d'instruction peut ordonner que le suspect soit mis en liberté durant l'instruction, ou l'astreindre à la détention préventive.

Le gouvernement a nié la détention de personnes pour crimes politiques. En l'absence d'informations publiques sur les prisonniers et les détenus, il a été impossible d'estimer le nombre de détenus politiques. Cependant, le nombre de personnes détenues sans chef d'inculpation est probablement peu élevé, car les dissidents et les intégristes peuvent facilement être condamnés pour infraction à des lois en vigueur interdisant l'appartenance à des organisations non reconnues ou « la diffusion de fausses nouvelles susceptibles de perturber l'ordre public. »

Lorsqu'il s'agit de crimes pour lesquels la sentence prévue par la loi dépasse cinq ans d'emprisonnement, ou d'actes impliquant la

TUNISIE

sécurité nationale, la détention préventive peut durer jusqu'à six mois, et les tribunaux peuvent l'étendre à deux périodes successives de quatre mois chacune. Lorsqu'il s'agit de crimes pour lesquels la sentence maximale prévue par la loi ne dépasse pas cinq ans d'emprisonnement, la cour ne peut étendre la période initiale de détention préventive de six mois qu'une seule fois, et ce pour une période de trois mois uniquement. Tout au long de la détention préventive, le tribunal mène l'enquête, entend les arguments, réunit les éléments qui lui permettent de statuer sur les moyens et les preuves présentés par la demande et la défense pour préciser et prouver leurs prétentions respectives, et évalue les requêtes des parties. Il y a eu de nombreuses dénonciations de l'extension abusive de la période de garde à vue.

Amnistie

Les juges et le gouvernement ont exercé leur droit d'ordonner l'élargissement de prisonniers ou le sursis à l'exécution de peines d'emprisonnement en contrepartie du respect de certaines conditions (sursis avec mise à l'épreuve)(voir Section 1.e.).

Le 26 février, le Président Ben Ali a ordonné l'élargissement de 1.298 prisonniers et a octroyé le sursis avec mise à l'épreuve à 359 autres. Parmi les personnes libérées se trouvaient 87 membres du parti islamiste non reconnu An-Nahdha, y inclus Hamadi Jébali, ancien directeur du journal *al-Fajr*, organe d'information d'an-Nahdha (ne paraît plus). Il y avait aussi six prisonniers connus sous le nom de Groupe de Zarzis et qui avaient été arrêtés en 2003 et condamnés pour complot en vue de la commission d'actes terroristes. Les ONG nationales et internationales de défense de droit de l'homme qui avaient longtemps appelé à l'élargissement de prisonniers politiques, avaient particulièrement défendu les cas de Jébali et du Groupe de Zarzis. Après leur mise en liberté, ces derniers ont indiqué avoir été victimes de harcèlement abusif et de contrôles excessifs de leurs mouvements de la part des autorités, prétendument en application des règles du contrôle administratif (voir Section 2.d.).

Le 4 novembre, le Président Ben Ali a ordonné la libération d'un nombre (non rendu public) de prisonniers, dans le cadre des célébrations nationales commémorant l'arrivée au pouvoir du Président le 7 novembre 1987. Par la suite, an-Nahdha a annoncé sur son site web que 55 anciens membres du mouvement emprisonnés depuis le début des années 90, étaient parmi les bénéficiaires de la grâce présidentielle. Plusieurs prisonniers libérés avaient été condamnés à la prison à vie.

e. Dénier de procès équitable et public

La Constitution garantit l'indépendance de la branche judiciaire, mais le pouvoir exécutif et le Président exercent une forte influence sur le système judiciaire, surtout dans les affaires ayant

TUNISIE

un caractère politique. Le pouvoir exécutif influence indirectement le système judiciaire dans la mesure où il décide de la nomination, affectation, titularisation, et mouvement des juges, rendant ainsi le système judiciaire ouvert aux pressions. De plus, le Président de la république est aussi Président du Conseil supérieur de la magistrature, dont les membres sont pour la plupart nommés par le Président.

La loi donne aux citoyens le droit de recours au Tribunal administratif pour contester une action ou décision de l'administration, mais les autorités gouvernementales respectent rarement les avis du tribunal qui, d'ailleurs, ne sont pas contraignants. Tout au long de l'année, le gouvernement a autorisé des observateurs affiliés à des missions diplomatiques, et des journalistes étrangers à être présents à divers procès. En revanche, il n'a pas autorisé la présence d'observateurs aux procès devant les tribunaux militaires.

L'Association des magistrats tunisiens (AMT), qui compte 1.700 adhérents, avait publié en juin 2005, comme elle l'avait fait l'année précédente, un communiqué appelant à la réforme du système de recrutement, affectation et avancement des magistrats, et proposant le recours aux élections pour la constitution du Conseil supérieur de la magistrature (voir Section 2.b.). Il n'y a pas eu de réaction officielle au communiqué de l'association, mais les organisations de défense des droits de l'homme ont indiqué en juillet 2005 que le gouvernement avait limogé les dirigeants de l'association pour avoir fait preuve de trop d'indépendance, et muté les juges indépendants vers l'intérieur du pays, par mesure disciplinaire (voir Section 2.b.).

Le 9 mai, l'Ordre national des avocats avait organisé un sit-in dans un local lui appartenant à Tunis, pour dénoncer un projet de loi annoncé le jour même relatif à la création d'un institut de formation d'avocats. D'après les avocats, un contrôle gouvernemental des admissions à cet institut équivaldrait à un contrôle gouvernemental des admissions au barreau. L'Ordre avait été favorable à la création d'un institut de formation en vue de normaliser les critères de formation professionnelle des avocats, mais les membres du Conseil de l'ordre ont déclaré n'avoir pas été consultés au sujet du projet de loi, et que l'indépendance de l'institut n'était pas garantie. D'après les avocats, plusieurs participants au sit-in et aux manifestations qui avaient eu lieu devant le tribunal de Tunis (voir Section 1.c.) avaient été victimes de brutalité policière. Malgré les objections de l'Ordre, le Président a signé la loi le 12 mai.

Le système judiciaire est divisé en quatre niveaux hiérarchiques. A la base de la hiérarchie juridictionnelle on trouve les tribunaux cantonaux, au nombre de 51, siégeant avec un juge unique. Au deuxième niveau on trouve les tribunaux de première instance, qui sont au nombre de 24. Le tribunal de première instance agit en tant

TUNISIE

que juridiction d'appel par rapport aux jugements des tribunaux cantonaux, comme il connaît en premier ressort de certains délits (autres que ceux relevant du juge cantonal) et des crimes (au travers de sa Chambre criminelle). Il y a ensuite les cours d'appel qui sont des instances de recours contre les décisions des juridictions inférieures. Enfin, il y a la cour de cassation (équivalente à une cour suprême) qui est la plus haute instance du système judiciaire. C'est l'instance de dernier recours, mais elle ne constitue pas un troisième degré de juridiction, car elle ne peut connaître que des questions de droit et non des questions de fait. Les tribunaux de l'ordre judiciaire civil - ordinaire ou pénal - fonctionnent à peu près de la même manière. Dans la plupart des cas le tribunal, composé d'un ou plusieurs magistrats, domine le déroulement du procès, et la défense a peu d'opportunités d'intervention substantielle ou substantive.

Les tribunaux militaires relèvent du Ministère de la défense. Ce sont des juridictions connaissant des infractions d'ordre militaire commises par des militaires, ainsi que des infractions contre la sûreté de l'Etat commises par des civils. Les condamnés peuvent se pourvoir en appel auprès la Cour de cassation.

Le 18 avril, les journaux ont rapporté que Slah Mosbah, un chanteur bien connu sur la place, avait été arrêté et inculpé « d'atteinte à la dignité de l'armée » et de voies de fait à l'encontre de deux officiers, suite à un accident de la circulation entre la voiture de Mosbah et un autobus de l'armée. Mosbah comparut devant un tribunal militaire en avril et mai, et fut condamné à 32 mois de prison, mais après deux mois d'emprisonnement il bénéficia d'une remise en liberté conditionnelle et fut relaxé le 23 juin.

Il y a aussi un tribunal administratif qui traite les litiges administratifs entre les citoyens et le gouvernement.

Déroulement des procès

Le Code de procédure confère les mêmes droits à tous les citoyens, y inclus le droit à un procès équitable ; cependant, des ONG internationales et nationales affirment que ces droits ne pas toujours respectés dans la pratique.

Les procès devant les tribunaux ordinaires de première instance, ainsi que ceux devant les cours d'appel, sont ouverts au public. La loi confère à l'accusé le droit d'être présent à son procès, d'être défendu par un avocat, et d'interroger les témoins. Cependant, les juges ne respectent pas toujours ces droits dans la pratique. La loi permet l'ordonnance de contumace, c'est à dire le jugement d'un accusé en son absence. L'accusé aussi bien que le Ministère public peuvent faire appel contre un verdict de tribunal.

La Constitution stipule la présomption d'innocence jusqu'à ce que la culpabilité de l'accusé soit établie juridiquement « sur la base

TUNISIE

d'une procédure garantissant tous les droits de la défense. » Cependant, ce principe n'a pas toujours respecté dans la pratique, surtout lors de cas politiquement délicats. Les plaideurs peuvent récuser un juge qu'ils soupçonnent de partialité, et demander la désignation d'un autre magistrat. Les juges ne sont pas requis de se désister d'un cas.

Les longs délais avant que les prévenus ne comparaissent devant un tribunal ont continué à être une source de préoccupation (voir Section 1.d.). Les prévenus ne jouissent pas du droit à la diligence de la procédure judiciaire, et il n'existe aucune limite légale à la durée d'un procès. Les avocats de la défense se sont plaints du fait que les juges ne leur permettent pas parfois de faire appel à des témoins à décharge, ou de contre interroger les principaux témoins à charge. Les avocats affirment que souvent les tribunaux ne les informent que tardivement des dates des procès, et ne leur accordent pas suffisamment de temps pour étudier les dossiers d'instruction. Certains avocats ont aussi indiqué que des juges limitent leur accès aux pièces à conviction et autres documents afférents à l'affaire jugée, exigeant dans certains cas que tous les avocats chargés d'une affaire se présentent à leurs cabinets à une date spécifique pour étudier les dossiers, et ne leur permettent pas de faire des copies des pièces contenues dans les dossiers.

Selon des avocats et des organisations de défense des droits de l'homme, les tribunaux refusent régulièrement d'enquêter sur des allégations de torture et de mauvais traitements, et retiennent à titre de preuves les aveux obtenus sous la torture (voir Section 1.c.). Les mêmes sources affirment que le caractère sommaire des audiences de tribunal s'oppose parfois à la sérénité des délibérations. Elles notent aussi que la programmation et le déroulement erratiques des audiences sont destinés à décourager et empêcher la présence d'observateurs aux procès politiques.

Bien que le droit civil - y inclus les lois sur la famille et l'héritage - soit codifié, il arrive que les juges donnent, dans les questions familiales, préférence à la charia (droit islamique) lorsqu'il y a conflit entre celle-ci et le droit civil (voir Section 5). Par exemple, le droit civil confie le droit de garde des enfants mineurs à la mère; néanmoins, il arrive parfois que des magistrats n'autorisent pas les femmes de quitter le pays en compagnie de leurs enfants mineurs, considérant que la charia désigne le père comme chef de famille et lui confère l'autorité de permettre aux enfants de voyager. Sur un autre plan, certaines familles qui veulent éviter l'application de la charia en matière d'héritage établissent des actes de vente formels entre parents et enfants pour s'assurer que les filles et les fils reçoivent des parts égales de l'héritage des parents.

Prisonniers et détenus politiques

TUNISIE

Le gouvernement a nié détenir des prisonniers politiques, et on ne dispose pas d'information sûre affirmant ou infirmant l'existence ou le nombre de prisonniers politiques. Selon les organisations de défense des droits de l'homme, plus de 500 personnes auraient été arrêtées et emprisonnées depuis 2005 pour infraction à une loi anti-terrorisme adoptée en 2003, et ce sans que des preuves suffisantes n'aient été fournies établissant que les accusés avaient commis ou avaient eu l'intention de commettre des actes terroristes. D'après des avocats et des militants des droits de l'homme, plusieurs de ces détenus avaient été torturés dans les locaux du Ministère de l'intérieur et avaient été forcés de signer des aveux de culpabilité.

D'après l'AISPP, il y aurait parmi les prisonniers politiques plus de 150 islamistes qui avaient été condamnés à la fin des années 80 et au début des années 90. Très peu de ces détenus avaient été condamnés pour avoir commis des actes de violence. Les prisonniers considérés par les organismes internationaux de défense des droits de l'homme comme des prisonniers d'opinion ou prisonniers politiques ont été pour la plupart arrêtés pour violation des lois interdisant l'appartenance à des organisations non reconnues, et pour diffusion de fausses informations susceptibles de perturber l'ordre public. Plusieurs personnes avaient été arrêtées pour avoir distribué des informations émanant d'organisations telle que an-Nahdha. D'anciens prisonniers politiques ont indiqué que leurs papiers d'identité étaient marqués de telle sorte qu'ils étaient traités d'une manière abusive.

Le CICR et l'organisme gouvernemental appelé Commission supérieure des droits de l'homme ont été autorisés à visiter les prisons et les centres de détention.

En juin 2005, le gouvernement a élargi Lotfi Amoudi qui, selon l'AISPP, était un prisonnier politique. Il avait passé 14 ans en prison, et avait été libéré pour des raisons médicales, son état de santé s'étant détérioré suite à une grève de la faim qu'il avait observée pendant 26 jours.

Procédure judiciaire civile et voies de recours

Il existe bien des tribunaux pour recevoir les plaintes de violation des droits de l'homme, mais le système judiciaire n'est ni indépendant ni impartial lorsqu'il s'agit d'affaires de violation des droits de l'homme dans lesquelles le gouvernement est impliqué. Il est possible de faire appel à l'appareil administratif à travers le Bureau de l'ombudsman rattaché à la Présidence et au Tribunal administratif, mais les décisions rendues par ces instances ne sont pas contraignantes et sont souvent ignorées par les autres autorités gouvernementales et administratives.

f. Immixtions arbitraires dans la vie privée, la famille, le domicile, ou la correspondance

TUNISIE

La Constitution interdit de telles immixtions "sauf dans les cas exceptionnels prévus par la loi." Mais dans la pratique, les autorités n'ont généralement pas respecté cette règle. La loi exige que la police dispose d'un mandat pour faire une perquisition, mais parfois la police ne respecte pas cette exigence si les autorités considèrent que la sécurité nationale est en jeu. Les responsables de l'AISPP ont indiqué que tout au long de l'année, des agents des forces de sécurité étaient entrés par effraction et de nuit dans leurs bureaux pour y perquisitionner sans mandat.

Les autorités peuvent invoquer l'intérêt supérieur de la sécurité nationale pour justifier la mise des citoyens sur table d'écoute. De nombreux cas ont été rapportés par des ONG, des organes de presse et des diplomates où les autorités auraient intercepté des messages transmis par fac-similé (fax) ou par des moyens électroniques (courriels). La loi n'autorise pas d'une manière explicite de telles activités, mais le gouvernement a déclaré que le Code de procédure pénale autorise implicitement un juge d'instruction à les entreprendre. Plusieurs opposants politiques ont eu leur accès à l'Internet ainsi que leurs lignes téléphoniques et de télécopie (fax) interrompus, aussi bien dans leurs domiciles que dans leurs lieux de travail, parfois pour de longues périodes de temps. Les militants des droits de l'Homme accusent le gouvernement d'utiliser le Code des services postaux, qui interdit en termes extensifs mais vagues toute forme de courrier qui menace l'ordre public, pour intercepter leur courrier et réquisitionner les publications venant l'étranger. Les forces de sécurité surveillent régulièrement les activités, les appels téléphoniques et l'utilisation de l'Internet des détracteurs du gouvernement, des islamistes, des militants des droits de l'homme, ainsi que des journalistes. Certaines de ces personnes ont été placées sous surveillance policière (voir Section 2.a.).

Le gouvernement interdit l'adhésion à des partis politiques organisés sur la base de la religion, la race ou la région d'origine. C'est sur la base de cette interdiction que le gouvernement avait considéré que les membres du mouvement islamiste an-Nahdha étaient coupables d'appartenance à une organisation non reconnue (voir Section 3).

Les défenseurs des droits de l'homme ont déclaré que les membres des familles des activistes islamistes subissaient des punitions pour des crimes imputés aux militants, en étant privés d'emplois, d'éducation, du droit d'ouverture de patente, ou de la liberté de déplacement, le motif de ces punitions étant l'existence d'un lien de parenté avec des activistes islamistes. Les mêmes sources ont aussi indiqué que les parents d'activistes islamistes emprisonnés ou vivant à l'étranger étaient soumis à une surveillance policière et à des interrogatoires au sujet des activistes auxquels ils sont apparentés.

TUNISIE

D'après les militants des droits de l'homme, les prisonniers soupçonnés d'appartenance à an-Nahdha étaient victimes, à leur libération, de harcèlement policier et de discrimination en matière d'emploi. Ces anciens prisonniers ont affirmé que les autorités donnaient des instructions aux employeurs potentiels pour ne pas recruter les islamistes ou les membres de leurs familles. D'anciens prisonniers politiques n'ont pas été en mesure d'obtenir des services du Ministère de l'intérieur le Bulletin n° 3 indiquant que le casier judiciaire de l'intéressé est vierge, ce document devant accompagner toute demande d'emploi. Les autorités ont confisqué les cartes d'identité de certains activistes et militants islamistes, même si ces derniers n'avaient jamais été condamnés à des peines de prison. Par exemple, Lasaad Johri, membre de l'AISPP, n'a pas de carte d'identité depuis 1999. Toute personne doit détenir une carte d'identité pour accéder aux soins médicaux, signer un contrat de location d'un immeuble, acheter ou conduire une voiture, ouvrir un compte bancaire, encaisser une pension, ou même adhérer à un club sportif. La police peut interpellé(e) n'importe qui à n'importe quel moment pour vérification d'identité. Si l'interpellé(e) n'a pas de carte d'identité en sa possession, il/elle peut être détenu(e) par la police jusqu'à ce que son identité puisse être établie par consultation d'un fichier national contenant les empreintes digitales de tous les tunisiens âgés de dix-huit ans et plus.

Section 2 Respect des libertés civiles, y inclus:

a. Liberté d'expression et de presse

La Constitution garantit la liberté d'expression et de la presse « exercée dans les conditions définies par la loi. », mais dans la pratique le gouvernement n'a généralement pas respecté cette liberté. Il a restreint la liberté de la presse et a eu recours à l'intimidation pour forcer les journalistes, directeurs de rédaction et directeurs de journaux à pratiquer l'autocensure. Les forces de sécurité surveillent étroitement les activités de la presse.

L'accréditation des journalistes de la presse locale relève du Ministère de la technologie des communications. Le candidat doit détenir un diplôme universitaire et être employé par un journal, et c'est ce dernier qui doit soumettre la demande d'accréditation. En cas d'approbation le journaliste reçoit une carte de stagiaire valable pendant un an, puis reçoit une carte professionnelle. Les journalistes en activité n'ont pas tous de carte d'accréditation, celle-ci étant requise pour pouvoir couvrir les événements officiels.

D'après la loi, la presse écrite n'est pas soumise à une autorisation administrative. Mais dans la pratique, le gouvernement impose un contrôle rigide sur la presse écrite à travers le contrôle des imprimeurs, et non pas des directeurs de journaux. Pour publier un journal, il faut disposer d'une patente délivrée par le Ministère de l'intérieur. Les demandes sont soumises au Ministère de

TUNISIE

l'intérieur qui remet au postulant un récépissé valable pendant un an ; le récépissé constitue en fait une autorisation officielle pour la parution du journal. Le Code de la presse exige que l'imprimeur n'imprime une publication que sur présentation de ce récépissé, ce qui revient en fait à l'interdiction de toute publication non autorisée. Le Code de la presse exige également que les propriétaires de journaux informent le Ministère de l'intérieur chaque fois qu'ils changent d'imprimeur.

Les imprimeurs et les directeurs de journaux qui violent ces règles sont passibles d'amendes individuelles substantielles pour chaque numéro contrevenant, selon les stipulations du Code de la presse.

De même, les médias audio-visuels sont contrôlés au moyen de l'attribution ou le refus d'une bande de fréquence par l'Agence tunisienne des fréquences qui est sous la tutelle du Ministère des technologies de la communication. Les licences ou les agréments sont étroitement contrôlés.

La loi interdit aux citoyens de discuter de la politique nationale sur les radios et chaînes de télévision étrangères durant les deux semaines qui précèdent des élections nationales.

Les forces de sécurité souvent interrogent les citoyens qui ont été vus en train de parler avec des visiteurs ou résidents étrangers, particulièrement les journalistes et les membres des organismes de défense des droits de l'homme qui visitent le pays. Le gouvernement a essayé d'empêcher la tenue de réunions privées avec des diplomates étrangers, et d'influencer les réunions publiques en encerclant les lieux de réunions par des dizaines de policiers en civil (voir Section 2.b.). Par exemple, le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, une haie de policiers en civil avait été formée tout au long de la rue qui mène au siège de la RTT (Radiodiffusion et télévision tunisienne, organisme étatique) pour bloquer une manifestation qui devait avoir lieu en faveur de la liberté de la presse.

Le gouvernement a affirmé que 950 publications et journaux étrangers étaient distribués dans le pays, et que 90 pourcent des journaux nationaux étaient « privés et indépendants en matière d'éditoriaux. » Cependant, sur les huit principaux quotidiens en circulation, deux sont la propriété du gouvernement, deux appartiennent au parti au pouvoir et deux, bien qu'étant des entreprises privées, suivent une ligne politique inspirée par de hauts responsables du gouvernement. Tous les médias sont soumis à d'intenses pressions gouvernementales en matière de contenu.

Il y avait trois journaux d'opposition à faible circulation et indépendants du gouvernement en matière d'opinions politiques. Deux de ces publications, *Ettariq El Jadid* et *Al-Wahda*, reçoivent néanmoins des subventions publiques en vertu d'une loi qui accorde une telle assistance financière aux publications affiliées aux

TUNISIE

partis d'opposition siégeant au Parlement. Quant au troisième, *Al-Mawqif*, il n'a reçu aucune subvention du fait que son parti n'était pas représenté au parlement.

Si le gouvernement autorise les critiques publiques dans les journaux d'opposition, il empêche en revanche de telles critiques dans les journaux ordinaires ou 'grand public'. Des individus et quelques groupes ont subi des représailles pour avoir tenu des propos critiques envers le gouvernement. Par exemple, l'avocat Mohamed Abbou a comparu en avril 2005 devant un tribunal et a été déclaré coupable de publication de propos « susceptibles de perturber l'ordre public » ; il s'agissait d'une déclaration dans laquelle Abbou comparait le sort des prisonniers iraqiens à Abou Ghraieb à celui des prisonniers nationaux. Abbou a été arrêté après la publication sur l'Internet d'un autre article dans lequel il donnait une image négative du Président du pays en le comparant au Premier ministre israélien à l'époque Ariel Sharon. L'épouse de Abbou, Samia Abbou, ainsi que d'autres membres de sa famille ont été harcelés et surveillés par la police. En mars, Mohamed Abbou a entamé une grève de la faim pour dénoncer les conditions de sa détention qui, selon lui, s'étaient détériorées après que des sympathisants aient organisé une manifestation de soutien devant la prison du Kef où il était détenu. Le 16 octobre, Samia Abbou a fait la grève de la faim pendant une journée, en compagnie d'autres épouses de prisonniers politiques, pour protester contre la détention de leurs époux. Après la grève de la faim, le harcèlement et la surveillance auxquels Samia Abbou et sa famille étaient soumises s'étaient intensifiés.

Le 27 mai, Khaled Hachicha, l'époux de l'activiste d'opposition Neila Hachicha, a été condamné à six mois de prison pour violation de la réglementation de zonage urbain ; auparavant, Neila Hachicha avait publié sur l'Internet et dans des publications étrangères des articles critiquant le gouvernement, et avait participé à une émission sur Al-Jazeera. D'après les militants des droits de l'homme, la condamnation de l'époux Hachicha était la conséquence du militantisme de l'épouse. Hachicha fut relâché le 16 novembre.

Le 21 octobre, le militant de l'opposition Moncef Marzouki a été inculpé de « menace à l'ordre public » suite à ses participations, début octobre, à des émissions de Al-Jazeera au cours desquelles il avait critiqué le gouvernement et appelé à la désobéissance civile.

Contrairement à l'année précédente, il n'y a pas eu cette année de rapports d'arrestation de journalistes pour des motifs liés uniquement à leur travail de journalistes. Cependant, quelques journalistes connus pour leur activisme politique, comme le correspondant de Al-Jazeera Loti Hajji, ont été détenus. D'autres journalistes ont été détenus et interrogés sans être inculpés de quoique ce soit. Tout au long de l'année, Abdallah Zouari, ancien journaliste à *Al-Fajr*, l'organe hebdomadaire du parti An-Nahdha, était resté sous contrôle administratif et en exil interne. Il a

TUNISIE

fait à plusieurs reprises au cours de l'année des grèves de la faim pour attirer l'attention sur sa situation. En février, les autorités ont relâché Hamadi Jébali, ancien éditeur de *Al-Fajr*, après qu'il eût purgé presque la totalité de la peine de 16 ans de prison à laquelle il avait été condamné pour insurrection et « appartenance à une organisation non reconnue ». Il a indiqué qu'il restait sous contrôle administratif et qu'il ne pouvait pas voyager en dehors du gouvernorat de Sousse.

D'après Reporters sans frontières (RSF), les deux journalistes Slim Boughdir et Taoufik Al-Ayachi ont été battus par la police le 16 août, après avoir rendu visite à Samia Abbou à son domicile. Selon RSF, près d'une douzaine de policiers ont abordé les journalistes et les ont battus, et l'appareil photo de Ayachi a été confisqué.

D'après RSF et d'autres organisations de défense des droits de l'homme et de la liberté de la presse, Boughdir a été fréquemment harcelé par les autorités pour avoir publié sur l'Internet des articles critiquant le gouvernement. En novembre 2005 le quotidien de langue arabe *Ash-Chourouq* avait interrompu la publication de ses articles, puis a gelé son salaire en février. En avril et mai, il était l'un des deux journalistes de *Ach-Chourouq* qui avaient fait la grève de la faim pour dénoncer la manière par laquelle la direction de *Ach-Chourouq* les avait traités. Il a été rapporté que les autorités ont refusé de remettre une carte de presse à Boughdir et lui ont confisqué son passeport.

Il n'y a eu aucun nouvel élément dans l'affaire de Christophe Boltanski, journaliste au quotidien français *Libération*, qui a été victime d'agression et de vol en novembre 2005. Boltanski assurait la couverture des manifestations de soutien aux membres du Mouvement du 18 octobre qui avaient entamé une grève de la faim (voir Section 2.b). Les organisations de la société civile internationale et nationale ont accusé les forces de sécurité d'avoir organisé et exécuté l'agression dont Boltanski a été victime. Le gouvernement a prétendu avoir arrêté deux suspects dans cette affaire, mais il n'y a eu jusqu'à ce jour aucune information concernant la comparution de ces suspects devant la justice.

Il n'y a pas eu de nouveaux éléments sur l'affaire de l'agression de Jean Jacques Mathy en novembre 2005. Selon des informations rapportées par des médias et ONG internationaux, des policiers en civil auraient interpellé Mathy, qui travaillait pour la chaîne de télévision belge RBF, l'auraient sorti de sa voiture, et lui auraient confisqué sa caméra vidéo et la cassette qu'elle contenait. La caméra a été restituée mais sans la cassette (voir Section 2.b.).

Le 11 janvier, le Président a signé une loi qui abolit le dépôt légal, une mesure qui exigeait que tout document écrit soit approuvé par le gouvernement avant sa publication et diffusion. La nouvelle loi s'applique aux journaux et magazines, mais pas aux livres. L'annulation du dépôt légal veut dire que les journaux et magazines

TUNISIE

ne sont plus obligés de déposer auprès du Ministère de l'intérieur des copies de chaque numéro avant le tirage. Annuler le dépôt légal met fin à la censure officielle et ouverte de la presse écrite, mais pas à l'autocensure ou à l'interférence évidente du gouvernement, comme le montre la publication simultanée dans trois journaux de langue arabe d'éditoriaux similaires s'attaquant violemment aux activistes de la société civile qui fréquentent les ambassades étrangères. Tous les livres et les toutes les publications étrangères ont continué à être soumis à des restrictions, comme le montre le refus opposé à la distribution ou impression de certains livres. Les exposants qui participent aux foires de livres doivent remettre d'avance une copie de chaque titre, ou au moins une liste des titres, qu'ils comptent exposer. Dans un rapport publié en février 2005, le « Tunisia Monitoring Group » ou Groupe de suivi pour la Tunisie, constitué de membres de l'ONG « International Freedom of Expression Exchange - IFEX » [Bourse internationale de la liberté d'expression, réseau de 71 ONG qui œuvrent pour la promotion et la défense de la liberté d'expression] a fourni la liste de 21 livres ou publications académiques rédigés par des auteurs nationaux et censurés dans le pays depuis la parution de ces écrits jusqu'à aujourd'hui.

Le 18 janvier, le gouvernement a saisi tous les exemplaires de deux journaux locaux (l'hebdomadaire sans affiliation politique *Akhbar al Joumhourya* et l'hebdomadaire d'opposition *Al Mawqif*), apparemment à cause d'articles rapportant des rumeurs au sujet d'une augmentation imminente du prix du pain. Des contacts dans les milieux de la presse ont affirmé que le gouvernement avait considéré ces articles comme provocateurs. Le gouvernement n'a fourni aucune justification légale pour la saisie des journaux.

Le gouvernement a également saisi et interdit la distribution du numéro de *Al Mawqif* daté du 14 juillet. D'après les observateurs du milieu de la presse, le motif était la reprise d'un éditorial paru dans *Al Quds Al Arabi* et écrit par le rédacteur en chef de ce journal de langue Arabe menaçant de cesser de distribuer le journal dans ce pays qui continue à censurer la presse. Cependant, le même éditorial a été publié dans un autre numéro de *Al Mawqif*.

La loi stipule que la publication, l'introduction et la diffusion d'articles et autres écrits étrangers peuvent être soumises à des restrictions. Les autorités ont empêché le public de se procurer en temps voulu des publications étrangères qui contenaient des articles que le gouvernement a jugé hostiles au pays ou constituant une menace sécuritaire. Par exemple, l'ONG Observatoire de la liberté de la presse, de l'édition et de la création (OLPEC) a indiqué le 7 février que les autorités avaient empêché la diffusion du numéro 257 du magazine *Al Maraa al Youm* publié à Dubaï, à cause, semble-t-il, d'un article qui fait état de rumeurs selon lesquelles le Président Ben Ali serait malade.

TUNISIE

Les autorités ont empêché la diffusion des numéros de *International Herald Tribune* et du *Figaro* en date du 19 septembre à cause d'un éditorial par Robert Redeker proclamant que l'islam incitait à la haine et à la violence.

D'après la loi, les auteurs de propos diffamatoires sont passibles de peines de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans si les propos sont à l'encontre du Président, et jusqu'à trois ans s'ils sont à l'encontre des corps constitués, y inclus la Chambre des députés, la Chambre des conseillers, les conseils constitutionnels, l'administration, les membres du gouvernement, et les députés. En 2004, le directeur du journal *Al Mawqif* a été inculpé de diffamation suite à la publication en 2004 d'un article demandant une enquête sur le système ferroviaire. Néjib Chebbi, qui était à l'époque Secrétaire général du PDP et directeur de *Al Mawqif*, a comparu devant le Procureur de la république en Avril 2005. L'affaire est toujours en cours.

Les directeurs et propriétaires des médias privés de la place, ainsi que les journalistes travaillant dans les journaux du gouvernement et du parti au pouvoir pratiquent une autocensure sévère. Les journalistes de la presse courante évitent régulièrement de faire des enquêtes sur des questions nationales. Seule la presse d'opposition à tirage limité offre régulièrement des reportages sur des sujets controversés d'intérêt local.

En mai 2005 trois membres indépendants du Conseil d'administration de l'Association des journalistes de Tunisie (AJT) ont publié un rapport au nom de l'association faisant état de « violations effrénées, y inclus la censure et le harcèlement de journalistes. » En mai 2005 l'un des membres, Néji Bghouri, a été détenu au QG de la police, mais aucune inculpation officielle n'a été portée contre lui.

Le 3 mai, l'AJT a publié un rapport résumant les difficultés financières et administratives auxquelles les journalistes étaient confrontés, notant qu'aucun nouveau journal n'a été autorisé, et relevant l'absence quasi-totale d'enquêtes ou d'éditoriaux liés à des question d'intérêt national. Bien que le rapport ait critiqué la programmation de la chaîne publique de télévision, et qu'il ait mentionné « la censure, les pratiques abusives d'octroi d'agrément, et le refus de couvrir certains événements », les auteurs du rapport ont évité toute critique directe du gouvernement.

Toujours le 3 mai, Journée mondiale de la liberté de la presse, le président du Syndicat des journalistes tunisiens (SJT - organisation non reconnue) Lotfi Hajji a publié un rapport critiquant d'une manière directe le harcèlement des journalistes par le gouvernement et la mainmise des autorités sur les médias réputés privés. Le 12 mai, Hajji a été convoqué aux locaux de la police où il a été interrogé pendant quatre heures au sujet d'une réunion « non autorisée » de « représentants de la société civile » à son domicile

TUNISIE

à Bizerte. La liste de ces représentants présentée par la police incluait les noms de son épouse et de son frère. La détention de Hajji avait aussi été précédée par la parution de deux articles écrits par Hajji et publiés sur l'Internet au sujet de la confrontation entre le gouvernement et l'Ordre national des avocats concernant la création d'un institut de formation d'avocats (voir Section 1.e.).

La réglementation en vigueur exige que les correspondants de la presse étrangère obtiennent une autorisation écrite pour faire des enregistrements vidéo publics. De même, le gouvernement contrôle la transmission par satellite de reportages réalisés par des correspondants locaux au profit de chaînes de télévision étrangères, insistant que ces correspondants utilisent les connexions satellitaires du gouvernement.

Le gouvernement a souvent exercé des pressions sur les journaux pour qu'ils reprennent les dépêches de l'agence officielle de presse TAP relatives à un événement donné, même si ces journaux avaient leurs propres journalistes sur place pour couvrir l'événement en question. Selon le rapport du SJT du 3 mai, les autorités avaient ordonné aux journalistes de ne pas rapporter la grève des postiers du 4 janvier ou celle des enseignants des lycées du 19 avril. Certains journaux gouvernementaux ont accusé le syndicat de provocation et de manque de patriotisme. Après la conférence de presse tenue par l'Ordre national des avocats en 2005 au sujet de l'affaire Mohamed Abbou, des membres de l'administration ont demandé aux journalistes présents de ne rien écrire sur l'événement.

Le gouvernement a continué à contrôler étroitement la parution de nouveaux journaux. Au moins onze demandes d'autorisation étaient déjà en dépôt, mais le gouvernement n'a accordé qu'une seule autorisation de création d'un nouveau journal, *Mouwatinoun*, qui devait être édité par le parti d'opposition reconnu 'Forum démocratique du travail et des libertés' (FDTL). D'après les dirigeants du parti, seulement quelques semaines après que les autorités aient refusé de recevoir la demande d'agrément, le Ministère de l'intérieur a soudain décidé en décembre d'autoriser la parution du journal.

Le CNLT a produit le journal/magazine *Kalima* sans autorisation, mais la publication n'est pas disponible au public. En septembre 2005, des fonctionnaires du Ministère de l'intérieur ont empêché Sihem Ben Sédrine, journaliste, éditeur, et l'un des fondateurs du CNLT, d'enregistrer sa publication *Kalima* dont le site web a continué à être inaccessible à partir du pays (voir Section 2.b.). C'était la quatrième tentative faite par Ben Sédrine pour enregistrer la publication. D'après Ben Sédrine et des ONG de défense des droits de l'homme, le refus d'autoriser la parution de *Kalima* est dû au fait que la publication contient des articles critiquant le gouvernement. Durant l'année, la police a saisi des exemplaires de

TUNISIE

la publication alors que des dirigeants du CNLT les distribuait devant le siège de l'organisation à Tunis.

Le gouvernement a continué à contrôler étroitement les médias audiovisuels. Bien que les chaînes privées de radio et de télévision aient réalisé des progrès lorsqu'il s'agit de commenter des événements sociaux ou sportifs, les radios privées aussi bien que publiques se cantonnent, dans les journaux parlés, aux nouvelles internationales et à des sujets nationaux non controversés.

Conformément à la licence accordée en 2005, la chaîne de télévision privée Hannibal ne diffuse pas de journal télévisé. L'octroi de licences aux trois stations radio privées en activité ne s'est pas fait dans la transparence ; des demandes de licences dont certaines ont été déposées depuis des années, n'ont toujours pas reçu de suite. Le gouvernement n'a pas essayé de limiter l'achat d'antennes paraboliques.

Le 3 octobre, la chaîne de télévision Hannibal a interrompu sans préavis la diffusion d'un programme montrant des familles pauvres se préparant à la rupture du jeûne durant le mois de Ramadan. Aucune raison officielle n'a été donnée pour l'annulation du programme, mais certaines sources proches des médias ont suggéré que l'annulation a été décidée suite à des pressions du gouvernement qui trouvait que le programme donnait une image négative des efforts d'éradication de la pauvreté.

Le gouvernement a accordé à 'Karoui&Karoui World' une licence d'exploitation d'une chaîne de télévision satellitaire maghrébine basée à Tunis mais émettant à partir de Paris.

Le gouvernement a continué à refuser d'accréditer certains journalistes et à faire traîner leurs demandes de passeports, comme cela a été le cas de Slim Boughdir qui, en 2004, avait posé une question au cours d'une conférence de presse insinuant que des proches du Président avaient fait pression sur des magistrats pour obtenir un verdict favorable dans une affaire les concernant. De même, le gouvernement a refusé d'accorder des cartes de presse à d'autres journalistes expérimentés, y inclus Lotfi Hajji, Abdellatif Fourati, Slaheddine Jouchi, et Mohamed Fourati. Ces cartes de presse sont nécessaires pour être accrédité en tant que journaliste, et doivent être renouvelées annuellement. Seuls les journalistes accrédités sont autorisés à participer aux conférences de presse officielles.

Selon des sources de l'intérieur et de l'extérieur du milieu de la presse, des membres de la haute hiérarchie gouvernementale appellent régulièrement les rédacteurs en chef et les éditorialistes pour leur indiquer les sujets à ne pas aborder ou traiter dans leurs colonnes, et leur communiquer le contenu des éditoriaux et des articles à publier. L'Agence tunisienne de communication extérieure (ATCE) a mis en œuvre cette politique et autres formes de censure informelle

TUNISIE

par l'achat d'espaces pour la publication d'annonces et avis administratifs, les journaux récalcitrants étant privés de cette source de revenu. De plus, les entreprises privées ont évité d'acheter des espaces publicitaires dans les journaux qui sont privés d'annonces officielles, pour éviter de donner l'impression de soutenir des médias ayant reçu des punitions infligées par le gouvernement.

Liberté d'accès à l'Internet

Selon le gouvernement, aucun site de l'Internet n'est censuré ou bloqué, à l'exception des sites à contenu pornographique ou ceux dont le contenu représente une menace l'ordre public, un tel contenu étant défini comme celui qui « appelle à la haine, à la violence, au terrorisme, et à toute forme de discrimination ou de bigoterie qui menace l'intégrité et la dignité de l'être humain, et/ou qui peut être préjudiciable aux enfants et adolescents ». Néanmoins, le gouvernement a bloqué l'accès à des sites web qui critiquent le gouvernement. Le gouvernement a ainsi bloqué pratiquement tous les sites appartenant à des groupes locaux de défense des droits de l'homme, à l'opposition, et aux mouvements islamistes. Quelques sites web étrangers sont restés bloqués, y inclus ceux de AI, RSF, et la page du site web de HRW consacrée au pays. Les sites d'actualités maintenus par l'opposition ainsi que des forums de discussion sont aussi restés bloqués.

En novembre 2005 la OpenNet Initiative, un réseau multinational d'universités qui étudie les tentatives gouvernementales visant le contrôle de l'information sur l'Internet, a rapporté que le gouvernement bloquait 10 pourcent des 2.000 sites que OpenNet Initiative a testés, et que le gouvernement ciblait et bloquait une grande quantité de contenu en ligne se rapportant à l'opposition, aux droits de l'homme, aux méthodes de contournement des filtrages, et à la pornographie. Toujours en novembre 2005 un rapport de HRW sur la censure des sites de l'Internet notait que le gouvernement justifiait la censure par le besoin de combattre le terrorisme et l'incitation à la haine et à la violence. Cependant, ce même rapport indique que sur les 41 sites appartenant à des groupes intégristes radicaux qui ont été testés, seuls 4 étaient bloqués.

En avril 2005 un tribunal a jugé l'avocat Mohamed Abbou coupable de publication de déclarations « susceptibles de perturber l'ordre public » ; les textes incriminés condamnaient la pratique de la torture dans les prisons du pays et comparaient le sort des prisonniers iraqiens à Abou Ghraieb à celui des prisonniers nationaux (voir Section 1.c.).

Deux décrets datant de 1997 couvrent en partie les services liés à l'Internet et aux télécommunications. Tous les fournisseurs de services Internet (FSI) sont tenus d'obtenir un agrément auprès du Ministère des technologies de la communication. La Commission des services de télécommunication, qui inclut parmi ses membres des

TUNISIE

représentants des Ministères de la défense et de l'intérieur qui siègent à côté de hauts fonctionnaires travaillant dans le secteur des communications, de l'information et de l'informatique, étudie les demandes d'agrément.

D'après le rapport de HRW sur la censure de l'Internet, chaque FSI doit désigner un directeur qui sera « responsable du contenu des pages, pages web et sites web que le FSI accepte d'héberger sur ses serveurs ». Les internautes ainsi que les administrateurs de sites et de serveurs sont également responsables pour toute infraction à la loi. Chaque FSI doit soumettre mensuellement la liste de ses abonnés à l'Agence tunisienne d'Internet (ATI), Opérateur National pour les services Internet placé sous la tutelle du Ministère des technologies de la communication. En cas de cessation d'activité, un FSI doit remettre « sans délai » un jeu complet de ses archives. Le directeur d'un FSI doit « constamment surveiller » le contenu des sites hébergés sur ses serveurs pour s'assurer que son système ne contient aucune information contraire à « l'ordre public et aux bonnes mœurs ».

Il y avait près de 300 cafés Internet. Ce sont des établissements privés mais fonctionnant sous le contrôle du Ministère des technologies de la communication. La réglementation à laquelle ces cafés sont soumis exige, entre autres, que le propriétaire/gérant maintienne une base de données de leurs clients, et qu'il informe les utilisateurs de leur obligation de respecter les lois relatives à l'utilisation de l'Internet, et de leur responsabilité en cas d'infraction à ces lois.

Liberté académique et événements culturels

Le gouvernement impose des restrictions à la liberté académique, et entretient un environnement qui encourage l'autocensure dans le milieu universitaire. Le gouvernement a maintenu sous étroite surveillance les membres de l'administration universitaire et du corps enseignant, ainsi que les étudiants en vue de débusquer d'éventuels activistes politiques. La présence de policiers en uniforme et en civil sur les campus avait pour but de décourager toute velléité de dissidence estudiantine.

Le 13 octobre, l'étudiant de 3^e cycle Abdelhamid Sghaïer a été condamné à une amende pour avoir manifesté en faveur du droit d'une étudiante d'une université à Tunis de porter le hijab (voir Section 2.c.). Sghaïer a fait la grève de la faim pendant 20 jours pour protester contre la décision du tribunal, et pour exiger le renouvellement de son passeport. Le gouvernement l'aurait privé de passeport pendant six mois à cause de ses activités politiques.

En mars 2005, la police a attaqué des étudiants qui participaient à des manifestations organisées sur le campus pour protester contre la décision du gouvernement d'inviter Ariel Sharon, alors Premier Ministre d'Israël, à participer à un sommet de l'ONU qui devait se

TUNISIE

tenir dans le pays. La police avait arrêté un enseignant et plusieurs étudiants, mais les a relâchés le lendemain (voir Section 2.b.).

Les autorités ont exigé que tout travail académique obtienne une autorisation avant d'être publié, et les bibliothèques universitaires se sont abstenues de s'abonner à des revues étrangères ou acquérir des livres étrangers considérés comme hostiles au gouvernement. L'étroit contrôle gouvernemental des fonds de recherche universitaire a empêché les responsables universitaire d'octroyer ou de solliciter des subventions pour financer des recherches sur des sujets que le gouvernement jugerait inacceptables. Les professeurs ont évité d'enseigner des cours traitant de sujets jugés délicats, tels que les cours de droit sur les systèmes politiques ou les cours sur les libertés civiles. Les professeurs universitaires ont en général évité de discuter des sujets considérés comme suffisamment délicats pour attirer l'attention du gouvernement, et des enseignants universitaires ont indiqué qu'ils évitaient de se rencontrer en dehors des salles de cours.

b. Liberté de réunion et d'association pacifiques

La Constitution garantit la liberté de réunion et d'association, mais le gouvernement a imposé de sévères restrictions à ce droit.

Liberté de réunion

La loi exige que les groupes qui souhaitent organiser une réunion publique, une assemblée, ou une manifestation obtiennent une autorisation auprès du Ministère de l'intérieur; la demande doit être faite au plus tard trois jours avant la date de l'événement prévu et doit être accompagnée d'une liste des participants. En règle générale, les groupes qui soutiennent les positions du gouvernement obtiennent facilement une telle autorisation, mais en revanche les groupes dissidents ne l'obtiennent généralement pas. Comme cela a été le cas durant les années précédentes, les dirigeants d'ONG ont indiqué avoir eu des difficultés à louer des espaces pour tenir de grandes réunions. Ils ont affirmé que la police mettait la pression sur les propriétaires ou gérants des espaces pour qu'ils ne mettent pas ces espaces à la disposition des ONG. Les gérants d'hôtels et les propriétaires d'espaces publics ont nié avoir reçu des instructions explicites pour ne pas louer des espaces aux groupes de l'opposition, mais ils ont dit qu'ils coopéraient avec le Ministère de l'intérieur et essayaient de satisfaire ses souhaits dans la mesure du possible.

En mars, l'Association tunisienne des femmes démocrates (ATFD) avait réservé une salle dans un hôtel à Tunis pour y tenir un séminaire à l'occasion de la Journée internationale de la femme. Mais la veille de la conférence, les responsables de l'hôtel ont annulé la réservation, indiquant que des travaux étaient en cours dans la

TUNISIE

salle en question. D'après les militants de l'opposition, le gouvernement avait donné des instructions aux responsables de l'hôtel pour empêcher l'ATFD d'accéder aux locaux et empêcher ainsi la tenue de la conférence.

Le gouvernement a eu recours à la police et à d'autres forces de sécurité pour surveiller, encadrer et parfois briser les manifestations. Tout au long de l'année, la police a dispersé plusieurs manifestations non autorisées. En général, ni la police ni les manifestants n'ont eu recours à la violence. Toutefois, il y a eu des exceptions comme les échauffourées entre forces de l'ordre et manifestants qui essayaient de passer à travers les barrages de police bloquant l'accès à des lieux de manifestation, ou qui n'obéissaient pas à l'ordre de la police de se disperser.

Le gouvernement a continuellement empêché la LTDH de tenir des réunions à son siège à Tunis ou dans ses bureaux régionaux à travers le pays. Le 27 mai, la LTDH a tenté de tenir son congrès national à son siège à Tunis. Des centaines de policiers, la plupart en civil, ont empêché les membres de la LTDH et les observateurs internationaux d'accéder au bâtiment où se trouvait le siège de la LTDH. Il a été rapporté que la police sur tout le territoire a empêché les membres résidant à l'intérieur de se rendre à Tunis pour participer au congrès. Des policiers en civil ont battu quelques personnes qui essayaient d'accéder au lieu de la réunion.

En juillet, le gouvernement a interdit la tenue de plusieurs manifestations. Des groupes d'opposition, des ONG des droits de l'homme, le syndicat des travailleurs (UGTT), et des étudiants avaient déposé des demandes pour organiser plusieurs manifestations pour dénoncer les actions israéliennes au Liban. A Sfax, Gabès et Kairouan, la police aurait eu recours à la violence pour disperser des manifestations non autorisées qui avaient été organisées pour protester contre le conflit entre Israël et le Liban du mois de juillet. Une seule manifestation autorisée et organisée par le gouvernement a pu avoir lieu.

Les 3 et 27 octobre, des diplomates ont essayé de se rendre au bureau régional de la LTDH à Bizerte. A chaque fois, des policiers en civil et des agents de la sécurité nationale les ont empêché d'entrer dans le local du bureau régional de la LTDH et d'y tenir une réunion. Le 31 octobre, le gouvernement a fait parvenir une note diplomatique à toutes les ambassades à Tunis indiquant que la LTDH était sous le coup d'une décision judiciaire de 2001 « interdisant toute activité à la LTDH ». La note a spécifié que le tribunal avait autorisé la LTDH uniquement à préparer son congrès national. Néanmoins, la LTDH avait entrepris de nombreuses activités depuis 2001, sauf qu'un arrêt judiciaire rendu en septembre 2005 lui aurait interdit même les activités liées à la préparation de son congrès national.

TUNISIE

Le 8 septembre, le gouvernement a empêché la tenue d'une conférence internationale sur la main d'œuvre et l'emploi organisée par la fondation allemande Friedrich Ebert, le Réseau Euro Méditerranéen des droits de l'homme, le Forum syndical Euromed, et la Fundación Paz y Solidaridad du syndicat espagnol Comisiones Obreras, en collaboration avec l'UGTT. Le motif officiel de cette décision était que le gouvernement n'avait pas été prévenu à l'avance de la tenue de cette réunion. Cependant, des officiels ont indiqué en privé que le gouvernement avait bloqué la conférence à cause de la participation de deux activistes locaux à l'événement. Le 18 octobre, la Commission Européenne a rendu public le texte intégral de la note diplomatique adressée au gouvernement exprimant sa déception suite à l'annulation de la conférence, et ce après que le Chargé d'affaires à l'Ambassade [tunisienne] à Bruxelles eut refusé d'accepter la démarche personnellement.

En novembre 2005, les organisateurs du « Sommet citoyen de la société de l'information », une manifestation officieuse qui devait se tenir parallèlement au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) organisé sous l'égide de l'ONU, ont indiqué que la direction de l'hôtel où ils avaient réservé une salle de réunion les avait informés que la salle n'était plus disponible. Des représentants des organisateurs du sommet alternatif ont essayé de se réunir à l'Institut Goethe, mais ils ont été empêchés d'accéder au bâtiment par des douzaines de policiers en civil. D'après des représentants de HRW les policiers, qui d'ailleurs ne s'étaient pas identifiés, « avaient malmené des militants nationaux et étrangers, et avaient renversé plusieurs personnes qu'ils poussaient dans les rues ».

Liberté d'association

La Constitution garantit la liberté d'association, mais dans la pratique, le gouvernement n'a généralement pas respecté ce droit. La loi exige que les nouvelles ONG soumettent au gouvernement une demande d'agrément pour pouvoir se constituer et fonctionner dans la légalité. Selon la loi en vigueur, une ONG qui a soumis une demande d'agrément peut fonctionner librement en attendant la décision de l'administration. Si le gouvernement ne rejette pas la demande dans les 90 jours, l'ONG est automatiquement considérée comme agréée.

Le gouvernement a régulièrement refusé d'agréer de nouvelles ONG en refusant de leur donner des récépissés accusant réception de leurs dossiers. Sans ces récépissés, les ONG n'ont aucune preuve pour récuser les affirmations du gouvernement qu'elles n'avaient pas déposé de demande d'agrément et qu'elles ne pouvaient donc pas entrer en activité. Si une ONG persistait quand même à s'activer, elle pourrait être fermée, avoir son patrimoine saisi, et ses membres poursuivis pour « appartenance à une organisation non reconnue ».

TUNISIE

Durant l'année, un grand nombre de membres du RCD ont essayé d'adhérer à des ONG indépendantes comme la LTDH et autres groupes de la société civile. Leur motif apparent était de limiter l'indépendance de ces ONG en se faisant élire en nombre suffisant aux organes de direction pour en saisir le contrôle, ou en perturbant le bon déroulement de leurs activités. Dans certains cas, les membres du RCD ont exploité les propres statuts des ONG pour arriver à leurs fins ; dans d'autres, ils ont eu recours à une clause de la loi sur les associations qui requiert « les organisations à caractère général » d'accepter l'adhésion de tout postulant.

Le 27 mai, un tribunal a de nouveau décidé que la LTDH ne pouvait pas tenir son congrès national du fait qu'une action en justice avait été intentée par sept membres de la LTDH qui appartiendraient au RCD.

Des dirigeants de l'AMT ont aussi indiqué que le gouvernement avait recours à des membres d'allégeance RCD pour perturber les réunions et le fonctionnement de l'association. En 2005 des membres de l'AMT fidèles au gouvernement et au RCD ont organisé des élections pour la direction de l'AMT après que la présidente de l'AMT eût proposé de nouvelles initiatives pour la réforme du système judiciaire et annoncé son soutien à un groupe d'avocats qui avaient dénoncé des irrégularités dans le déroulement du procès de Mohamed Abbou (voir Section 1.c.). Les membres fidèles au RCD ont prétendu que le communiqué de la présidente ne représentait pas l'avis de tous les membres de l'AMT. En 2005 le gouvernement a expulsé la direction de l'AMT du siège de l'association à Tunis. Le 30 août, la présidente qui avait publié le communiqué fût transférée de Tunis à la ville côtière de Mahdia. Avant cela, plusieurs autres membres du comité de direction avaient été transférés de Tunis vers des villes de l'intérieur. D'après des organisations de défense des droits de l'homme, ces mutations étaient arbitraires et destinées à punir et éloigner les dirigeants de l'AMT qui avaient fait preuve d'indépendance. Le 10 septembre, la nouvelle direction de l'AMT, considérée comme fidèle au RCD, a rédigé une règle interne réduisant le nombre des membres du comité directeur et excluant du comité les membres rattachés aux bureaux régionaux de l'association. Les militants des droits de l'homme ont indiqué que le but de la nouvelle règle était d'exclure les membres indépendants auxquels on avait infligé des transferts punitifs.

c. Liberté de religion

La Constitution garantit la liberté de culte tant que cela ne menace pas l'ordre public; en général le gouvernement respecte et applique ce droit, mais il y a eu quelques restrictions et quelques abus.

L'islam est la religion d'état. La Constitution stipule que le président doit être musulman.

TUNISIE

Le gouvernement reconnaît toutes les organisations chrétiennes et juives créées avant l'indépendance en 1956. Bien que le gouvernement autorise toutes les églises chrétiennes à fonctionner librement, seule l'Eglise catholique est officiellement reconnue par les autorités. En mars 2005 le gouvernement a autorisé la réouverture d'une église catholique à Djerba, mais il n'a pas autorisé des groupes chrétiens d'établir de nouvelles églises.

Bien qu'il n'y ait pas de loi contre le changement de religion, il y a eu quelques cas où l'administration a discriminé contre des musulmans qui s'étaient convertis à d'autres religions, et ce par le recours à des moyens bureaucratiques pour décourager les reconversions. Les musulmans reconvertis à d'autres religions ont été confrontés à l'ostracisme social. Selon le droit coutumier basé sur la Charia, les musulmanes ne sont pas autorisées à se marier en dehors de leur religion. Le gouvernement a obligé des non musulmans à se convertir à l'islam avant d'épouser des musulmanes. Le gouvernement n'a pas autorisé des couples à faire inscrire leurs enfants sur les registres de l'état civil sous des noms non islamiques. Cependant, les mariages entre musulmanes et non musulmans conclus à l'étranger sont en général reconnus en Tunisie. Les juges reconnaissent généralement la validité des mariages conclus à l'étranger, même s'il y a eu de rares cas où des juges ont déclaré de tels mariages nuls dans le pays.

Bien qu'il n'y ait pas eu de cas de déportation de personnes suspectes de prosélytisme, le gouvernement n'a pas renouvelé les visas de missionnaires suspects de telles activités. Il n'y a pas eu au cours de l'année de cas d'action officielle entreprise à l'encontre de personnes suspectées de prosélytisme.

L'éducation religieuse islamique est obligatoire dans les écoles publiques. Le programme officiel d'éducation religieuse dans l'enseignement secondaire inclut également l'histoire du Judaïsme et du Christianisme.

Le gouvernement n'a pas autorisé la formation de partis politiques à caractère religieux, et a utilisé cette interdiction pour continuer à refuser de reconnaître le parti An-Nahdha et pour poursuivre en justice les personnes suspectes d'adhésion à ce parti en les accusant « d'appartenance à une organisation non reconnue » (voir Section 1.e.). Le gouvernement a continué à surveiller étroitement les islamistes et les activités au sein des mosquées.

La loi stipule que seules les personnes nommées par le gouvernement sont autorisées à diriger des activités dans les mosquées. Sur instructions du gouvernement, les mosquées doivent être fermées en dehors des heures de prière ou de la tenue de cérémonies religieuses autorisées comme les mariages ou les obsèques. Selon les défenseurs des droits de l'homme, les autorités interrogent les personnes qui prient fréquemment dans les mosquées. Les autorités donnent des instructions aux imams pour qu'ils abordent et soutiennent dans

TUNISIE

leurs prêches les programmes sociaux et économiques du gouvernement. Le gouvernement paye les salaires des imams.

Le gouvernement a essayé de réprimer les signes extérieurs de religiosité. Par exemple, les autorités ont décrété que le hijab était un « habit d'origine étrangère ayant un caractère sectaire ». En septembre, selon certains médias, la police a intensifié ses efforts pour appliquer un décret de 1981 interdisant le port du hijab dans les bâtiments publics, les écoles et les universités. De plus, des femmes ont été interpellées dans des lieux publics, détenues, et sommées d'enlever leurs hijabs. Le 27 octobre, lors d'une réunion de l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT), une ONG loyale au gouvernement, des dirigeantes de l'organisation ont exigé que toutes les femmes présentes enlèvent leurs voiles, parfois arrachant les voiles et insultant les récalcitrantes. Dans plusieurs écoles, les membres de l'administration ont infligé des mesures disciplinaires pour punir les élèves qui portent le voile et ont essayé, pour les dissuader de revenir au port du hijab, de leur faire signer un engagement écrit renonçant le voile. Des rapports ont indiqué que la police interpellait et harcelait parfois des hommes qui avaient des barbes que la police considérait comme « islamique », et les forçait à les raser. De tels rapports étaient devenus plus fréquents après les fusillades du 23 décembre imputées aux intégristes (voir Section 1.d.).

Les publications religieuses sont soumises aux mêmes restrictions de liberté d'expression et de presse que les publications laïques. Les groupes chrétiens n'ont généralement pas eu de difficulté à distribuer des publications à caractère religieux rédigées en anglais, mais pas en arabe et pas en public. Par ailleurs, seuls les groupes islamiques autorisés peuvent distribuer des publications religieuses. Le gouvernement considère la diffusion publique de documents par d'autres groupes comme une « menace pour l'ordre public » (voir Section 2.a.). Le gouvernement détermine quels citoyens peuvent faire le hadj, et ce à cause des quotas nationaux établis par le gouvernement d'Arabie Saoudite définissant le nombre de nationaux que chaque pays peut envoyer pour effectuer le hadj.

Abus et discrimination au sein de la société

Des caricatures publiées dans certains journaux de grande circulation ont utilisé des images attentatoires de juifs historiquement stéréotypés pour symboliser l'état d'Israël et les intérêts israéliens. Ces caricatures étaient l'œuvre de caricaturistes étrangers et ont été reproduites localement.

Les chrétiens et les juifs vivant dans le pays, y inclus les étrangers, représentent moins de 1 pourcent de la population. Selon les autorités de l'église, la communauté de chrétiens pratiquants comptait près de 2.000 personnes, y inclus quelques centaines de citoyens natifs qui s'étaient convertis au christianisme. Le gouvernement assure la liberté de culte des chrétiens et des juifs

TUNISIE

qui ne s'adonnent pas au prosélytisme, et autorise la communauté juive à avoir ses propres écoles religieuses. Quelques chrétiens ont indiqué avoir été victimes de harcèlement administratif sous forme de surveillance et d'interrogatoires. Il y a eu des rapports indiquant que des citoyens chrétiens ont été détenus par la police et les forces de sécurité, et interrogés au sujet de leur conversion au christianisme. Il y a eu un cas d'un citoyen chrétien qui aurait été informé par un représentant local des forces de sécurité qu'il était illégal d'être chrétien et l'aurait menacé d'emprisonnement. Des rapports ont indiqué que le renouvellement de passeports prenait des retards inhabituels pour quelques chrétiens, même si les passeports ont fini par être délivrés (voir Section 2.d.). Les enfants juifs de l'île de Djerba peuvent diviser leurs journées entre l'école étatique laïque et l'école juive privée. Les chefs de la communauté juive ont indiqué que le gouvernement assurait la protection des synagogues, particulièrement durant les périodes de fêtes juives. Le gouvernement permet aux juifs de pratiquer librement leur culte et paye le salaire du Grand rabbin. Il participe par des subventions au financement des frais d'entretien et de restauration de certaines synagogues. Le comité directeur provisoire de la communauté juive a continué à se réunir chaque semaine et à entreprendre des activités religieuses et caritatives, même si le comité n'a toujours pas obtenu de visa définitif.

Selon la presse et des témoins, une centaine d'étudiants de l'université de La Manouba près de Tunis ont lancé des slogans anti-israéliens et anti-juifs au cours d'une cérémonie organisée en mars pour recevoir des livres légués par feu Paul Sebag, historien juif natif du pays. Après l'incident, le Syndicat des étudiants de Manouba, des journalistes de la presse nationale, et la Ligue tunisienne des droits de l'homme ont dénoncé vigoureusement le caractère anti-sémite de la manifestation.

Bien que les adeptes du Bahaïsme ne se considèrent pas comme musulmans, le gouvernement considère le Bahaïsme comme une secte hérétique de l'islam, et n'autorise ses membres à pratiquer leur religion qu'en privé.

Pour plus de détails, voir le *Rapport international sur la liberté de culte de 2006*.

d. Liberté de circulation à l'intérieur du pays, voyage à l'étranger, émigration, et rapatriement

La Constitution garantit ces droits, et le gouvernement les a généralement respectés dans la pratique ; cependant, le gouvernement a refusé d'accepter les demandes de passeports ou de remettre de nouveaux passeports, de renouveler ou de modifier d'anciens passeports dans le cas de certains membres de l'opposition et de certains islamistes, ainsi que des membres de leurs familles. Le gouvernement peut aussi soumettre certains anciens prisonniers à une

TUNISIE

période de « contrôle administratif » qui peut aller jusqu'à cinq ans, cette mesure devenant en fait une mesure d'exile interne.

La loi autorise les tribunaux de décider le retrait de passeports ; elle prévoit des mesures assez vagues qui permettent la confiscation de passeport pour des raisons non spécifiées de sécurité nationale, sans permettre aux citoyens de présenter des arguments contre la confiscation, ou d'attaquer en appel la décision du juge ayant décidé le retrait. La loi enjoint le Ministère de l'intérieur à présenter ses requêtes de retrait ou de non délivrance de passeport au tribunal par l'intermédiaire du Procureur de la république ; cependant, le Ministère de l'intérieur transgresse régulièrement cette procédure, et en toute impunité.

D'après la Constitution, aucun citoyen ne peut être exilé du pays ou empêché d'y retourner.

Il a été rapporté que plusieurs citoyens ont eu des difficultés à obtenir des passeports ou renouveler leurs anciens passeports ; ces personnes ont accusé le gouvernement de bloquer leurs demandes uniquement pour des raisons politiques. Certains citoyens convertis au christianisme ont indiqué qu'ils ont eu des retards inhabituels à obtenir ou renouveler des passeports.

L'ancien chef islamiste Mohamed Sedki Labidi n'a pas eu de passeport depuis une décennie, et ce sans décision judiciaire.

Les mesures de contrôle administratif, qui sont appliquées dès qu'un prisonnier est remis en liberté, sont similaires aux mesures associées à la mise en liberté conditionnelle, sauf qu'elles peuvent continuer à être appliquées au-delà de la période de condamnation du prisonnier. Le gouvernement oblige les anciens détenus à résider dans un endroit choisi par les autorités et qui peut être n'importe où sur le territoire national, et de rester « dans leur lieu de résidence ». On peut aussi exiger d'eux de se présenter au commissariat à plusieurs reprises durant la journée et à des heures fixées juste la veille. Une fois arrivés au commissariat, ils peuvent attendre pendant des heures avant de pouvoir émarger le registre de présence, tout cela rendant impossible la détention d'un emploi. Plusieurs islamistes libérés au cours des dernières années ont continué à être punis de la sorte.

D'après la loi, le contrôle administratif ne peut être prononcé qu'au moment de la sentence ; mais Nouri Chniti, un ancien enseignant de l'enseignement secondaire, a indiqué que sa sentence n'avait pas inclus le contrôle administratif, mais qu'il était quand même soumis à un contrôle administratif illégal depuis 1991, date à laquelle il avait reçu une condamnation avec sursis pour appartenance à An-Nahdha. Certains opposants politiques qui ont été forcés de s'exiler à l'étranger n'ont pas pu obtenir ou renouveler de passeports pour retourner au pays. En 2005, un groupe de citoyens résidant à l'étranger et victimes de déni de passeports,

TUNISIE

ont institué une organisation appelée « Tunisiens sans passeports » et lancé un appel au gouvernement pour permettre à tous les citoyens d'obtenir des passeports.

Protection des réfugiés

La loi contient des mesures relatives au droit d'asile et au statut de réfugié qui sont conformes à la convention des Nations Unies sur le statut de réfugié de 1951 et son protocole de 1961. Le gouvernement a coopéré jusqu'à un certain degré avec le bureau local du HCR (Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) et certaines autres organisations humanitaires pour aider une centaine de réfugiés et demandeurs d'asile dont la plupart étaient de l'Afrique sub-saharienne. Cependant, le gouvernement n'a pas en place de système pour la protection de réfugiés ou d'étrangers qui ne répondent pas aux critères établis par la Convention de 1951 et son Protocole de 1967 définissant le statut de réfugié, mais qui auraient néanmoins besoin d'une protection internationale. Dans la pratique, le gouvernement n'a pas fourni de protection contre le refoulement, c'est-à-dire le renvoi de personnes à un pays où elles pourraient être persécutées.

D'après AI, Adel Tébourski a été refoulé de France par la force après le rejet de sa demande d'asile. En mai 2005 Tébourski avait été condamné en France à six ans d'emprisonnement pour avoir fourni des faux papiers d'identité à deux agents présumés du réseau al-Qaïda impliqués dans le meurtre du commandant Massoud, chef de l'Alliance du nord en Afghanistan, commis le 9 septembre 2001. Le rapport de AI avait indiqué que Tébourski encourait de sérieux risques de torture et autres graves violations des droits de l'homme. Toujours selon AI, Adel Tébourski a été rapatrié le 7 août et mis en liberté après un bref interrogatoire à la police des frontières.

Section 3 Respect des droits politiques: Droit des citoyens de changer leur gouvernement

La Constitution dispose que les citoyens élisent le Président et les membres de la Chambre des Députés pour des mandats de cinq ans; cependant, le droit des citoyens de changer leur gouvernement reste sérieusement limité. Par ailleurs, de fréquentes irrégularités ont entaché la légitimité des élections.

Elections et participation politique

Lors des élections nationales d'octobre 2004, le Président Ben Ali avait confronté trois autres candidats à la présidence et avait été réélu pour un quatrième mandat avec 94,9 pourcent des suffrages (chiffre officiel). L'un des trois candidats d'opposition, Mohamed Halouani du parti Et-Tajdid, avait obtenu moins d'un pourcent des votes ; d'après lui, ce résultat était dû aux restrictions et autres irrégularités commises par le pouvoir. D'après les résultats

TUNISIE

officiels des élections, plus de 90 pourcent des électeurs enregistrés ont participé au scrutin, mais des ONG indépendantes ont estimé que le taux de participation réel était autour de 30 pourcent.

Le déroulement du scrutin a été jalonné d'irrégularités. Une coalition de trois ONG locales indépendantes (LTDH, CNLT et l'Association tunisienne des femmes démocrates) a relevé un certain nombre de problèmes graves, parmi lesquels le manque d'accès des candidats de l'opposition aux médias, et le parti pris des médias en faveur du parti au pouvoir (voir Section 2.a.). Les candidats de l'opposition et d'autres observateurs ont fait état d'autres irrégularités comme l'intimidation des électeurs ou les restrictions imposées à la distribution de documents liés à la campagne et à l'organisation de meetings et autres manifestations électorales.

Le Code électoral limite énormément le nombre de personnes qui peuvent présenter candidatures à la magistrature suprême. Les candidats à la présidence sont tenus d'être parrainés par 30 députés ou présidents de communes en fonction pour pouvoir participer au scrutin. La loi stipule que 20 pourcent des sièges de la Chambre des députés doivent revenir aux partis de l'opposition. La dominance exercée par le RCD sur les institutions publiques et l'activité politique à tous les niveaux est telle que toute tentative par d'autres partis de défier le parti au pouvoir à travers les urnes est restée quasiment vaine.

En mars 2005, la Commission d'observation des élections, un organisme public constitué par le gouvernement en 2004 pour observer tous les aspects des élections de 2004, a remis son rapport dans lequel elle indique que le processus électoral s'est déroulé d'une manière équitable et conforme à la loi. Le rapport a fait allusion aux critiques exprimées par l'opposition et les ONG, y inclus la privation des membres des partis d'opposition de cartes d'électeurs, l'avantage du parti au pouvoir en matière d'accès aux médias, l'absence de transparence dans les bureaux de vote, et le décompte secret des bulletins de votes. Tout en rejetant ces accusations, le rapport a fait 12 propositions concrètes pour résoudre divers problèmes. Du point de vue des militants des droits de l'homme, le but réel de la création de la Commission était de détourner l'attention des critiques pour l'absence d'observateurs indépendants ou internationaux.

Le parti au pouvoir a contrôlé la vie politique depuis l'indépendance en 1956. Le RCD domine le gouvernement, la Chambre des députés, et l'administration régionale et locale.

En juillet 2005 le gouvernement a organisé des élections pour choisir les 126 membres de la Chambre des conseillers, la deuxième chambre législative créée par un référendum organisé en 2002. L'électorat était constitué de 4.555 officiels, y inclus les conseillers municipaux, les maires et les 189 députés. Sur ces

TUNISIE

4,555 votants, seuls 305 appartenaient aux partis d'opposition. L'amendement constitutionnel qui a créé la nouvelle chambre a spécifié que les 126 sièges dont elle est constituée doivent être distribués entre diverses organisations régionales et professionnelles, y inclus 14 revenant à l'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT), mais celle-ci a refusé de nommer des candidats, invoquant le manque d'indépendance et de démocratie dans le processus de sélection des candidats. 41 conseillers sont nommés directement par le Président. L'écrasante majorité des membres de la nouvelle chambre étaient membres ou sympathisants du parti au pouvoir le RCD.

Le Président nomme le Premier ministre, les membres du gouvernement, et les 24 gouverneurs du pays. Il y a une forte intégration entre le gouvernement et le parti ; tous ceux qui occupent ou ont occupé des postes élevés dans le gouvernement constituent le sommet de la hiérarchie du RCD. Le Président du pays est aussi le président du parti, et le vice-président et le secrétaire général du parti ont rang de ministre. Tous les membres du bureau politique du RCD ont rang de ministre avec un échelon correspondant au nombre d'années passées dans la fonction publique.

Une carte d'adhérent au RCD confère à son titulaire des avantages tangibles. Par exemple, de nombreux rapports ont circulé selon lesquels les avantages en matière d'éducation et de logement, les permis ou autorisations d'ouverture de fonds de commerce, et les dérogations à la réglementation en matière de construction allaient plus souvent aux membres du parti et leurs familles qu'aux citoyens ordinaires.

Pour réduire les avantages dont jouit le parti au pouvoir, le Code électoral stipule que 20 pourcent des sièges de la Chambre des députés doivent être occupés par les sept partis d'opposition officiellement reconnus (soit 37 des 189 sièges disponibles), ces sièges devant être attribués proportionnellement aux partis qui ont gagné au moins un siège par la méthode directe. Lors des élections de 2004, cinq des partis d'opposition ont obtenu des sièges en vertu de cette stipulation. Les autres 152 sièges étaient revenus au RCD.

Le 3 mars, les autorités ont accordé un visa au Parti vert pour le progrès (PVP), le premier nouveau parti politique à être créé depuis 2002. Plusieurs critiques affirment que le nouveau parti est en fait d'obédience RCD, surtout après que son secrétaire général ait déclaré aux médias, juste après l'obtention du visa, que le parti n'avait pas encore de programme du fait qu'il était encore en cours d'organisation. Le gouvernement n'a pas accordé de visa au parti politique environnementaliste Green Tunisia, bien que ce parti ait soumis une demande de visa depuis longtemps.

Le gouvernement finance partiellement les partis politiques reconnus. En novembre 2005, le Président a annoncé une augmentation du soutien financier accordé aux partis de l'opposition représentés

TUNISIE

dans la Chambre. La contribution publique aux coûts de fonctionnement des partis politiques a été portée à 75.000 dinars (56.000 dollars) par an, la subvention payée pour chaque siège occupé par un membre du parti a été portée à 7.500 dinars (5.300 dollars), et la subvention accordée par le gouvernement aux journaux de l'opposition a augmenté pour atteindre 150.000 dinars (112.000 dollars). Le journal du parti d'opposition PDP *Al Mawqif* n'a pas reçu de subvention depuis que le parti n'est plus représenté à la Chambre des députés (voir Section 2.a.)

En application de la loi, le gouvernement interdit la formation de partis politiques sur la base de la religion, la langue, la race ou le sexe. C'est sur la base de cette interdiction que le gouvernement a continué à interdire le parti an-Nahdha et de poursuivre les membres présumés de ce parti et les inculper « d'appartenance à une organisation non reconnue » (voir Sections 2.b. et 2.c.).

Le Président a exprimé à plusieurs reprises le désir de voir le taux de participation féminine au gouvernement atteindre les 25 pourcent. En avril 2004, il a nommé pour la première fois une femme au poste de gouverneur. 50 sur 301 membres de la législature sont des femmes, ainsi que 2 sur 25 ministres, et 5 sur 18 secrétaires d'état (qui sont considérés comme des membres juniors du gouvernement). Après les élections municipales de mai 2005, plus d'un quart des membres des conseils municipaux élus étaient des femmes. Trois femmes ont été présidentes d'une chambre de la Cour de cassation, et deux ont été membres du Conseil supérieur de la magistrature (composé de 15 membres).

Corruption et transparence dans les activités gouvernementales

Le Code pénal contient 13 articles ayant trait à la corruption, et il y a eu durant l'année un petit nombre de cas de corruption présentés devant les tribunaux. Le 26 juillet, un journal de la place a rapporté que la Garde nationale avait arrêté un contrôleur régional des impôts soupçonné d'avoir reçu des pots de vin de certains commerçants, et l'avait remis à la justice pour poursuites judiciaires. Le fonctionnaire en question, dont le nom n'a pas été divulgué, serait en détention, mais jusqu'à présent il n'y a eu aucune information concernant sa condamnation. En mars 2004, le Ministre de l'intérieur a annoncé la création de l' « Institut supérieur des forces de sécurité et de la douane » chargé non seulement du « renforcement des droits de l'homme et l'amélioration de l'application de la loi » mais aussi la réduction de la corruption. Par la suite, il n'y a eu aucun rapport public sur les éventuelles activités de l'institut. Aucune loi n'existe qui permet aux citoyens d'avoir accès à des documents gouvernementaux. D'après Transparency International, des militants des droits de l'homme, et des activistes politiques, il y a une augmentation de la perception publique que la corruption existe au sein du gouvernement. La fréquence des plaintes de citoyens et d'articles dans la presse

internationale et les médias locaux non autorisés au sujet de la corruption, tendent à corroborer de tels rapports.

Section 4 Attitude du gouvernement concernant les enquêtes internationales et non gouvernementales sur les allégations de violations des droits de l'Homme

Le Ministère de la justice et des droits de l'homme est le principal organisme gouvernemental traitant de questions liées aux droits de l'homme, même si d'autres ministères disposent de bureaux des droits de l'homme. Le Ministère n'a publié aucun rapport concernant les plaintes qu'il aurait reçues ou les cas qu'il aurait investigués. Le Comité supérieur des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, organisme créé et financé par le gouvernement, a reçu, pris en charge et parfois résolu des plaintes de violation des droits de l'homme, qu'il s'agisse des conditions d'emprisonnement, de demandes d'amnistie provenant de familles de prisonniers, ou autres problèmes connexes. Le Comité supérieur soumet des rapports confidentiels directement au Président. Le gouvernement gère plusieurs sites web d'informations qui contiennent une section sur les droits de l'homme, mais ces sites ne sont pas identifiés en tant que sites officiels du gouvernement. Par ailleurs, le gouvernement a continué à bloquer l'accès aux sites d'organisations locales et internationales des droits de l'homme (voir Section 2.a.).

Le gouvernement a essayé activement de décourager les organisations nationales et internationales des droits de l'homme d'enquêter sur les violations des droits de l'homme ; ces organisations ont eu beaucoup de difficultés à mener leurs enquêtes et en publier les résultats. Le gouvernement a cherché à surveiller certaines ONG étrangères travaillant dans le pays et à contrôler leurs activités. Il y avait une douzaine d'organisations nationales des droits de l'homme, dont la moitié seulement étaient officiellement reconnues. Certaines ONG progouvernementales ont reçu des fonds publics. Le gouvernement a eu des contacts avec des ONG locales reconnues et de temps à autre, a donné une suite favorable à certaines de leurs requêtes. En revanche, il en a choisi d'autres comme cibles de harcèlement et de poursuites judiciaires.

Le gouvernement a invoqué une décision judiciaire enjoignant la LTDH à ne pas organiser son congrès national pour empêcher la Ligue tout au long de l'année d'organiser des réunions ou toute autre activité. La LTDH est connue comme l'une des organisations de défense des citoyens les plus actives et les plus indépendantes ; elle a 41 bureaux régionaux à travers tout le pays, même si le blocage imposé par le gouvernement a réduit l'efficacité opérationnelle de la LTDH. La Ligue a reçu des plaintes d'abus de droits, a mené des enquêtes et dénoncé les violations constatées, mais le gouvernement a rarement réagi aux communiqués de la LTDH. Le gouvernement a continué à bloquer un don de l'Union Européenne à la LTDH, se basant sur une loi sur les ONG qui empêche celles-ci de recevoir des fonds sans l'autorisation du gouvernement. Le 31 octobre, le gouvernement

TUNISIE

a envoyé un document officiel à toutes les missions diplomatiques présentes à Tunis, indiquant que la LTDH était sous le coup d'un verdict judiciaire de 2001 qui « interdit à la LTDH d'entreprendre toute activité ». Néanmoins, la LTDH a continué à être assez active depuis 2001.

Il y avait d'autres organisations indépendantes s'intéressant aux droits de l'homme, dont l'Institut arabe des droits de l'homme, organisme reconnu ; l'Association tunisienne de femmes démocrates (ATFD) ; l' AISPP (non reconnue) ; et l'ALTT.

Depuis 1998, le gouvernement a refusé d'accorder un visa au CNLT en tant qu'ONG. Le CNLT a publié des communiqués critiquant sévèrement les pratiques du gouvernement en matière de droits de l'homme. Le gouvernement a accusé les membres du CNLT de violation de la réglementation en matière de publication pour avoir publié des communiqués sans l'autorisation préalable du gouvernement (voir Section 2.a.).

Au cours de l'année, un grand nombre de membres du parti au pouvoir, le RCD, ont adhéré ou essayé d'adhérer à des ONG indépendantes telles que la LTDH et autres groupes de la société civile, leur intention étant de détenir le contrôle de ces associations (voir Section 2.b.).

Entre le 18 et le 22 avril, la « International Freedom of Expression Exchange - Tunisia Monitoring Group » (IFEX-TMG) [Bourse internationale de la liberté d'expression - Groupe de suivi pour la Tunisie, réseau d'ONG qui œuvrent pour la promotion et la défense des droits de l'homme et de la liberté d'expression] a mené des enquêtes sur le terrain. L'IFEX-TMG a indiqué qu'elle a été sous une surveillance policière étroite et musclée, et qu'il y a eu interférence gouvernementale dans leur travail. La police a empêché les traducteurs et certains citoyens voyageant avec le groupe de participer à certaines réunions.

Yves Steiner, membre du Comité exécutif de la section suisse de AI, en visite dans le pays, a été arrêté le 21 mai et renvoyé du pays. D'après AI, Steiner avait fait un discours le 20 mai devant les membres de la section locale de AI dans lequel il avait condamné les violations de plus en plus nombreuses des droits de l'homme dans le pays, notamment la liberté d'expression et la liberté d'association. Des rapports parus dans les médias internationaux ont indiqué qu'une source gouvernementale avait dit que Steiner était une menace à l'ordre public.

En avril 2005 et après plus d'une année de négociations, le Comité International de la Croix Rouge (CICR) a signé un accord avec le gouvernement autorisant le Comité d'effectuer des visites dans tous les établissements pénitenciers et centres de détention du pays. De telles visites ont eu lieu tout au long de l'année, y inclus de nouvelles visites à des centres pénitenciers et de détention déjà

TUNISIE

visités ; le CICR a rapporté que son travail a pu se dérouler sans encombre et que la coopération avec le gouvernement était bonne (voir Section 1.c.). En février, le CICR a remis son premier rapport intérimaire au Ministère de la justice.

Des rapports dignes de foi ont indiqué que la police a empêché des membres de familles de prisonniers de visiter le bureau du CICR, et qu'elle avait suivi et parfois harcelé les familles qui ont visité le bureau du CICR.

Section 5 Discrimination, abus au sein de la société, et trafic d'êtres humains

La Constitution stipule que tous les citoyens ont les mêmes droits et les mêmes obligations, et qu'ils sont égaux devant la loi. Le gouvernement généralement applique ces principes, même si les lois concernant la famille et l'héritage ne sont pas à l'avantage de la femme.

Les femmes

La loi impose des punitions pour violence contre le conjoint, et la sentence, qu'elle soit financière ou carcérale, pour voies de fait ou actes de violence commis par le conjoint ou un parent de la victime est double de celle imposée à un agresseur non apparenté à la victime. Cependant, l'application de la loi n'est pas systématique, car les agents de police et les tribunaux considèrent en général que la violence conjugale est une question qui relève de la famille. La violence conjugale et la violence contre les femmes existent, mais il n'y a pas de statistiques fiables qui permettent d'évaluer l'étendue de ce phénomène. L'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT), un organisme étatique qui gère des centres destinés à aider les femmes et les enfants en difficultés, a organisé des campagnes d'information et d'éducation pour les femmes. L'UNFT a indiqué que ses deux centres sis à Tunis et Sousse ont traité 1.000 cas au cours de l'année. L'ATFD, qui participe activement dans les débats et la vulgarisation des questions intéressant les femmes, gère un centre destiné à l'aide de femmes victimes de violence conjugale. Le centre a accueilli près de cent femmes qui ont utilisé le centre pour la première fois, auxquelles il faut ajouter les femmes qui ont été accueillies au cours des années précédentes.

Le viol est expressément prohibé par le Code pénal, y inclus le viol commis par les époux sur leurs épouses, et le gouvernement applique les lois vigoureusement ; les cas de viol reçoivent une large couverture dans les journaux ; cependant, aucun cas de poursuites judiciaires pour viol conjugal n'a été rapporté. Le viol accompagné de violence ou commis avec une arme menaçant la victime, est puni par la mort ; toute autre forme de viol est punie par la prison à perpétuité.

TUNISIE

La prostitution est prohibée par le Code pénal, mais il est rare qu'elle donne lieu à des poursuites judiciaires. Des maisons closes autorisées par les autorités étaient en fonctionnement, bien que le Code pénal prévoit des peines allant jusqu'à deux ans de prison pour tout acte de prostitution. La loi s'applique aux femmes aussi bien qu'aux hommes et à leurs complices. Il n'a été fait état d'aucun cas de trafic de personnes ou de prostitution forcée impliquant des femmes.

Le harcèlement sexuel a posé des problèmes, même s'il n'existe pas de données suffisantes pour en mesurer l'étendue. En 2004 la législature a passé la première loi nationale faisant du harcèlement sexuel un délit. Des groupes de la société civile ont vigoureusement critiqué cette loi comme étant trop vague et ouverte à des abus.

Les femmes jouissent des mêmes droits que les hommes, et le gouvernement a fait d'importants efforts pour promouvoir ces droits, particulièrement ceux relatifs à la propriété et au divorce. La loi stipule explicitement qu'à tout travail égal doit correspondre un salaire égal. Bien qu'il n'y ait pas de statistiques sur les salaires moyens des hommes et des femmes, des données éparses et anecdotiques indiquent que les hommes et les femmes effectuant le même travail reçoivent le même salaire. Le nombre de femmes inscrites dans les institutions d'enseignement supérieur dépasse légèrement celui des hommes.

Le 18 juillet, la Chambre des députés a adopté une loi autorisant certaines femmes fonctionnaires de travailler à temps partiel et de recevoir deux tiers de leurs salaires d'origine. D'après le gouvernement, le but de la loi était de permettre aux femmes d'allier entre vie familiale et vie professionnelle. D'après les militantes des droits de la femme, y inclus l'ATFD, la différenciation légale entre hommes et femmes représente un bond en arrière dans les acquis de la femme en matière d'emploi.

Les femmes occupent des postes de haut rang dans le gouvernement en tant que ministres ou secrétaires d'état, et le Président Ben Ali a nommé en 2004 la première femme gouverneur. Les femmes ont représenté 37% des effectifs de la fonction publique et 24% des avocats du pays. Néanmoins, les femmes ont continué à être victimes de discrimination sociale et économique.

Le Code civil est basé sur le Code napoléonien, même si les juges ont souvent appliqué la charia comme base juridique pour rendre des jugements en matière de famille et d'héritage. La plupart des biens immobiliers acquis après le mariage, y inclus ceux achetés par la seule épouse, ont continué à être enregistrés au nom de l'époux. Les futurs époux peuvent inclure dans les contrats de mariage une clause spécifiant le régime matrimonial de la communauté ou de la séparation des biens et des acquêts. Le droit coutumier basé sur la charia interdit aux musulmanes d'épouser des non musulmans.

TUNISIE

L'application de la charia en matière d'héritage a continué à être une source de discrimination contre les femmes ; celles-ci sont en fait soumises à une double discrimination : sexuelle et religieuse. En effet, les non musulmans et leurs époux musulmans ne peuvent pas hériter l'un de l'autre ; les enfants de tels couples sont considérés comme musulmans et ils ne peuvent, de ce fait, hériter leurs mères. Les femmes peuvent transmettre leur citoyenneté à leurs enfants et ce, quelle que soit la nationalité du père.

Le Ministère des Affaires de la femme, de la famille, de l'enfance et des personnes âgées (MAFFEPA) a organisé plusieurs campagnes médiatiques pour sensibiliser l'opinion publique aux droits de la femme. Près des deux tiers de son budget ont été consacrés à l'exécution de sa mission qui consiste à protéger les droits légaux de la femme et promouvoir son bien-être économique et social. Le gouvernement soutient et finance l'Union nationale des femmes de Tunisie (UNFT), le Centre de recherche, de documentation, et d'information sur la femme (CREDIF), et les associations professionnelles de femmes. Plusieurs ONG ont travaillé dans les domaines de la défense des droits de la femme et de la recherche sur la condition féminine; un groupe d'avocates ont représenté les femmes dans les procès à caractère familial.

Les enfants

Le gouvernement a fait preuve d'un engagement ferme en faveur d'un enseignement public gratuit et universel, cet enseignement étant obligatoire entre 6 et 16 ans. D'après l'UNICEF, 95% des garçons et 93% des filles étaient inscrits dans les écoles primaires, et près de 73% des garçons et 76% des filles fréquentaient les établissements d'enseignement secondaire. D'après les statistiques officielles, le taux de scolarisation était d'environ 99%. Durant l'année, le taux de réussite au baccalauréat était plus élevé pour les filles que pour les garçons. Il y avait des écoles affiliées à des groupes religieux (voir Section 2.c.). Le gouvernement a mis en place un programme d'immunisation ciblé aux enfants d'âge préscolaire, et a indiqué que plus de 95% des enfants sont vaccinés. Il n'y a pas de différence entre filles et garçons pour l'accès aux soins médicaux.

La loi réprime sévèrement l'abandon et le viol de mineurs. Il n'y avait pas de tendance visible d'abus d'enfants dans la société.

L'emploi d'enfants et la prostitution d'enfants n'ont pas constitué de problèmes significatifs. Deux ministères étaient responsables de la protection des droits de l'enfant : Le Ministère des Affaires de la femme, de la famille, de l'enfance [et des personnes âgées] ; et le Ministère de la jeunesse, de l'enfance et des sports. Un secrétariat d'état chargé de la protection des droits de l'enfant était rattaché à chacun de ces ministères.

Trafic de personnes

TUNISIE

La loi interdit le trafic de personnes, et il n'y a eu aucun rapport de trafic de personnes à partir de la Tunisie, vers ou via la Tunisie ou à l'intérieur du pays.

En 2004, la législature a adopté des amendements à la loi de 1975 relative aux passeports et documents de voyage. La loi stipule que les coupables de trafic de personnes sont passibles de peines de prison allant de 3 à 20 ans et d'amendes allant de 80.000 à 100.000 dinars (67.000 à 83.000 dollars). En plus de l'adoption de ces amendements, la Tunisie a procédé à la ratification du 'Protocole [additionnel à la Convention] des Nations Unies [contre la criminalité transnationale organisée] visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes'. Les trafiquants peuvent être jugés sur la base de lois interdisant le déplacement forcé de personnes.

Le Ministère de l'intérieur et du développement local et le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger ont la charge de la répression du trafic d'êtres humains. Le gouvernement n'a pas organisé de campagnes visant spécifiquement la prévention du trafic de personnes, mais il a collaboré étroitement avec ses voisins européens pour contrôler les activités de contrebande dont certaines peuvent inclure le trafic de personnes. Cependant, le gouvernement n'a pas en place de dispositifs pour distinguer entre les victimes de trafic de personnes et les candidats volontaires à la migration illégale.

Les handicapés

La loi interdit la discrimination contre les handicapés, et stipule qu'au moins 1% des emplois dans les secteurs public et privé doivent être réservés aux handicapés. Cependant, des responsables d'ONG dédiées à l'assistance aux handicapés ont indiqué que cette loi n'était pas suffisamment respectée, et que plusieurs employeurs ne savaient pas qu'elle existait. Il n'y a pas eu de cas majeurs de discrimination contre les handicapés en matière d'emploi, d'éducation, d'accès aux soins médicaux ou autres services publics. Tous les bâtiments publics construits depuis 1991 doivent être accessibles aux insuffisants moteurs ; cette mesure est appliquée. Le gouvernement délivre des cartes qui donnent aux invalides des avantages tels que le droit de stationnement illimité, la priorité pour les soins médicaux, l'utilisation de sièges réservés dans les bus et trains, et l'obtention de remises dans les magasins. Le gouvernement accorde des avantages fiscaux aux entreprises qui recrutent les handicapés moteurs, comme il accorde un soutien étendu aux ONG qui œuvrent en faveur des handicapés.

Plusieurs ONG en activité fournissent aux enfants et jeunes adultes souffrant d'handicaps mentaux de l'assistance en matière d'éducation, de formation et de loisirs. Le gouvernement et diverses organisations internationales ont financés plusieurs de leurs programmes. Le Ministère des Affaires sociales, de la

solidarité et des tunisiens à l'étranger avait la charge de la protection des droits des handicapés.

Section 6 Droits syndicaux

a. Droit d'association

La loi garantit aux travailleurs le droit syndical, et le gouvernement a généralement respecté ce droit dans la pratique. L'Union générale des travailleurs de Tunisie (UGTT) est l'unique représentant des travailleurs du pays. D'autres syndicats indépendants non reconnus existent : la Confédération démocratique du travail et le Syndicat des journalistes de Tunisie. Près de 30% des travailleurs sont membres de l'UGTT, y inclus les fonctionnaires et les employés d'entreprises publiques, et une proportion bien plus importante des travailleurs sont couverts par des conventions collectives. Une union syndicale ne peut être dissoute que par décision judiciaire.

L'UGTT et les syndicats qui la constituent sont, aux yeux de la loi, indépendants du gouvernement et du parti au pouvoir, mais ils sont régis par une réglementation qui limite leur liberté d'action. Les adhérents à l'UGTT proviennent de toutes les tendances politiques. Selon des rapports fiables, l'UGTT reçoit d'importantes subventions gouvernementales pour compléter les revenus provenant des cotisations, mais des responsables de l'UGTT ont affirmé que les revenus du syndicat proviennent uniquement des cotisations - fort modestes - des membres ainsi que activités d'une compagnie d'assurance et d'un hôtel appartenant au syndicat. Des membres de l'Union et les membres de leurs familles ont bénéficié de soutiens supplémentaires de la part de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Le gouvernement a donné à l'UGTT un terrain et des subventions pour la construction de son nouveau siège. Généralement, les responsables de la centrale de l'UGTT poursuivent une politique de coopération avec le gouvernement et soutiennent son programme de réformes économiques. Au courant de l'année, le Conseil national a pris des positions indépendantes sur les questions économiques et sociales et en faveur du développement de la démocratie dans le pays. En 2005, l'UGTT a refusé de désigner des candidats aux 14 sièges qui lui ont été attribués au sein de la Chambre des conseillers qui venait d'être créée, invoquant l'absence d'indépendance et de démocratie dans le processus de sélection, et une distribution inéquitable des sièges de la nouvelle Chambre (voir Section 3). L'UGTT a apporté son soutien à la LTDH et a mis ses locaux à la disposition des bureaux régionaux de la Ligue pour y tenir des conférences ou des réunions, même si la LTDH n'a pu au cours de l'année organiser aucune conférence (voir Section 4).

La loi interdit toute discrimination par les employeurs envers les travailleurs syndicalisés. Cependant, l'UGTT a fait état de mesures antisyndicales prises par des employeurs du secteur privé à l'encontre de travailleurs syndicalisés, telles que le licenciement

TUNISIE

de militants syndicalistes et le recours aux contrats à durée limitée pour éviter l'adhésion des travailleurs aux syndicats. Dans certains secteurs, tels que le textile, l'hôtellerie et le bâtiment, les travailleurs temporaires représentent la grande majorité de la main d'œuvre. Le Code du travail protège les travailleurs temporaires, mais leurs droits sont plus difficiles à protéger que ceux des travailleurs permanents. Une commission présidée par un haut fonctionnaire de l'Inspection du travail attachée au bureau de l'Inspection générale du travail, doit approuver tout licenciement de travailleurs. La Commission est constituée de représentants du Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger, de l'UGTT et de l'entreprise ayant décidé du licenciement.

b. Le droit au syndicalisme et à la négociation collective

Le droit au syndicalisme et à la négociation collective est protégé par la loi, et le gouvernement a respecté ce droit dans la pratique. Les salaires et conditions de travail font l'objet de négociations triennales entre les syndicats membres de l'UGTT, le gouvernement et le patronat. Bon nombre de conventions collectives définissent les normes applicables aux industries du secteur privé, et couvrent 80% de la main d'œuvre travaillant dans le secteur privé. Au cours de l'année, les négociations salariales trisannuelles entre l'UGTT, l'UTICA (association du patronat du secteur privé) et le gouvernement se sont poursuivies, l'UGTT cherchant à obtenir des augmentations salariales plus importantes pour les travailleurs.

Le droit de grève est reconnu à tous les travailleurs, y inclus les employés de la fonction publique, à condition qu'un préavis de grève soit notifié par le syndicat compétent à l'UGTT dix jours à l'avance, et que la grève soit approuvée par l'UGTT. La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) a indiqué que l'approbation des grèves par l'UGTT est une exigence contraire aux droits des travailleurs. Cependant, dans la pratique cette approbation par l'UGTT est rarement sollicitée. Il y a eu plusieurs grèves pour l'amélioration des salaires ou des conditions de travail, ou pour protester contre les entraves imposées par les employeurs à l'activité syndicale, mais elles n'ont pas duré longtemps. Dans leur majorité, ces grèves étaient techniquement illégales, mais le gouvernement n'a pas poursuivi les travailleurs impliqués pour grève illégale. La loi interdit les représailles contre les grévistes. Les conflits de travail sont résolus par des commissions paritaires où siègent à parts égales les représentants de la direction de l'entreprise et les syndicats. Des commissions arbitrales régionales tripartites résolvent les conflits industriels lorsque la conciliation échoue à résoudre de tels conflits.

Il existe des zones franches industrielles soumises au Code du travail national.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

TUNISIE

La loi interdit le travail forcé ou obligatoire aussi bien pour les adultes que pour les enfants, et on ne connaît pas de cas d'infraction à cette loi. La loi interdit la soumission des enfants au travail forcé ou au servage, et le gouvernement impose le strict respect de cette loi. Cependant, certaines familles continuent à placer leurs filles adolescentes en tant qu'employées domestiques et touchent les revenus qui en découlent (voir Section 6.d.).

d. Interdiction de l'emploi des enfants et âge minimum d'emploi

La loi interdit le travail d'enfants ayant moins de 18 ans lorsque la nature et l'environnement de l'emploi présentent de sérieux risques pour la santé, la sécurité et la moralité des enfants ; l'UGTT et la CNSS ont entrepris des visites d'entreprises et de zones industrielles pour vérifier le respect de la loi.

En avril 2005, le gouvernement a amendé la loi sur les employées de maisons (les domestiques) pour interdire l'emploi d'enfants de moins de 16 ans qui est la fin de la période d'enseignement obligatoire ; des inspecteurs attachés au Ministère des affaires sociales et de la solidarité ont contrôlé les registres d'emploi pour s'assurer que les employeurs ont respecté l'âge minimum légal de l'emploi. Cependant, il n'y a pas de cas connu de sanctions imposées à des employeurs en infraction de ces règles. L'emploi d'enfants existe aussi dans le secteur informel, déguisé sous forme d'apprentissage, particulièrement dans le secteur de l'artisanat.

Pour des tâches légères dans le secteur agricole et certains secteurs non industriels, l'âge minimum légal de l'emploi en dehors des heures de classe est de 13 ans. Les travailleurs âgés de 14 à 18 ans doivent avoir 12 heures de repos par jour qui doivent obligatoirement inclure la période entre 22 heures et 6 heures. Les enfants de 14 à 16 ans employés dans les secteurs non agricoles ne peuvent travailler plus de deux heures par jour. Les enfants ne peuvent passer plus de 7 heures par jour entre l'école et le travail. Néanmoins, de jeunes enfants entreprennent parfois des activités agricoles dans les zones rurales, et travaillent comme vendeurs de rue dans les zones urbaines, essentiellement durant les vacances scolaires d'été.

e. Conditions de travail acceptables

Le Code du travail impose un salaire minimum garanti pour les activités entreprises dans divers secteurs. En juillet, le salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) est passé à 231 dinars (\$175) par mois pour le régime de 48 heures par semaine, et à 200 dinars (\$151) pour le régime de 40 heures. Le salaire minimum agricole garanti (SMAG) est de 7,58 dinars (\$5,74) par jour pour les ouvriers agricoles spécialisés, et de 7,98 dinars (\$6,04) pour les ouvriers agricoles qualifiés. Lorsqu'on lui ajoute l'indemnité de transport et les allocations familiales, le salaire minimum permet à un ouvrier et sa famille d'avoir un niveau de vie acceptable, mais

TUNISIE

il ne dépasse guère les dépenses essentielles. Plus de 500.000 personnes travaillent dans le secteur informel qui échappe à la législation du travail.

Des inspecteurs de travail régionaux sont responsables de l'application des normes salariales de travail. Ils contrôlent la plupart des entreprises à peu près une fois tous les deux ans. Le gouvernement a souvent des difficultés à appliquer la réglementation en matière de salaire minimum, particulièrement dans les secteurs de l'économie non syndiqués. Le Code du travail impose un régime uniforme de 48 heures par semaine dans la plupart des secteurs, avec un jour de repos hebdomadaire.

Il existe une réglementation spéciale pour des occupations potentiellement dangereuses comme les mines, l'extraction pétrolière, et le bâtiment ; le Ministère des affaires sociales, de la solidarité et des tunisiens à l'étranger est responsable de l'application des normes de santé et de sécurité sur les lieux de travail. Les conditions et les normes de travail tendent à être meilleures dans les entreprises orientées vers l'exportation que dans celles produisant exclusivement pour le marché local. Les travailleurs ont le droit de refuser de travailler dans des conditions dangereuses sans risquer le licenciement, et peuvent poursuivre en justice les employeurs qui sévissent contre eux pour avoir exercé ce droit.

Les quelques travailleurs étrangers présents dans le pays jouissent des mêmes droits que les travailleurs nationaux.